

Mémorial

du

Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial

des

Großherzogtums Luxemburg.

Jeudi, le 19 avril 1951.

N° 25

Donnerstag, den 19. April 1951.

Loi du 10 avril 1951 ayant pour objet de modifier et de compléter la loi du 17 décembre 1925 concernant le Code des Assurances sociales et les lois modificatives des 20 novembre 1929, 6 septembre 1933 et 21 juin 1946.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des Députés ;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 21 mars 1951 et celle du Conseil d'Etat du 23 du même mois portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}. La loi du 17 décembre 1925 concernant le Code des Assurances sociales ainsi que les changements y apportés par les lois du 20 novembre 1929, du 6 septembre 1933 et du 21 juin 1946, sont modifiés et complétés conformément aux dispositions qui suivent :

1° L'alinéa final de l'art. 187 est complété par l'addition :

« Les semaines de cotisation comptent pour 6 journées. »

2° L'art. 190 sera conçu comme suit :

« Art. 190. — Les survivants ont droit aux prestations prévues en leur faveur si le défunt a rempli au moment de son décès la condition du nombre de jours prescrit par l'art. 187 qui précède pour l'obtention de la rente d'invalidité, et si cette condition n'est pas venue à défaillir, ou si le défunt était titulaire d'une rente d'invalidité.

Les survivants luxembourgeois d'un assuré étranger auront droit aux prestations dans les mêmes conditions que ceux d'un assuré luxembourgeois. »

3° L'art. 191 aura la teneur suivante :

« Art. 191. — Le droit à la rente de veuve est ouvert par le décès du conjoint assuré.

Toutefois la pension ne sera pas due, lorsque
1° la mort de l'assuré survient dans les douze premiers mois qui suivent le mariage à moins que
a) la mort ne soit la suite d'un accident survenu après le mariage ;

b) il n'existe lors du décès un enfant né ou conçu du mariage ou légitimé par le mariage ;

2° l'assuré à la date du mariage était titulaire d'une pension de vieillesse ou d'invalidité aux termes de la présente loi ;

3° il a été établi par jugement pénal que la veuve a causé le décès de son époux ou y a contribué par un acte criminel. »

Les alinéas 3 et 4 sont maintenus.

4° L'art. 192 est modifié comme suit :

Alinéa 1^{er}. « La rente d'orphelin est accordée, après la mort du père assuré qui a rempli la condition du nombre des jours prévue pour l'obtention de la rente d'invalidité, à ses enfants âgés de moins de 18 ans, et, après la mort d'une assurée, dans les mêmes conditions, à ses enfants naturels ou orphelins de père et âgés de moins de 18 ans. La rente sera maintenue ou accordée si, à l'accomplissement de la 18^e année, l'orphelin se trouve par suite d'infirmités physiques ou intellectuelles hors d'état de gagner sa vie. »

A l'alinéa final les termes « au regard des dispositions du présent Livre » sont supprimés.

Le numéro 3 de l'alinéa final du même article est rectifié par la substitution des termes « de l'assuré » aux termes « du titulaire de la rente et, dans les conditions à déterminer par un règlement d'administration publique, les enfants ayant été à charge de l'assuré lors de l'échéance du risque. »

Le numéro 4 de l'alinéa 2 de l'art. 192 est modifié :

« et par rapport à la mère si la filiation doit être tenue pour constante en raison des circonstances. »

5° Le texte actuel de l'article 193 est remplacé par le suivant :

« Art. 193. — Les dispositions de l'art. 192 s'appliquent aux petits-enfants, à condition que le défunt ait pourvu à leur entretien d'une façon appréciable. »

6° L'art. 196 est abrogé.

7° Les numéros 1 et 2 de l'art. 197 auront la teneur suivante :

« 1) les journées de travail pour lesquelles des cotisations ont été versées, y compris les jours de congé et jours fériés payés ; le paiement des cotisations ne peut avoir lieu valablement que dans le délai prévu par la phrase finale du numéro 2 ci-après.

2) sans qu'il ait été versé de cotisation, les mêmes journées ayant fait l'objet d'une déclaration à l'Etablissement d'Assurance, à moins que le paiement des cotisations n'incombe à l'assuré. Les déclarations ne sont recevables que dans les trois années consécutives à l'année à laquelle elles se rapportent. »

Le numéro 3 sera complété par l'ajoute :

« Le délai pour la production de ce certificat sera fixé par un règlement d'administration publique.

Sont assimilés aux Luxembourgeois pour l'application de la disposition du numéro 3 les étrangers et les apatrides domiciliés depuis 1930 au Grand-Duché et qui ont rendu des services signalés au pays. »

le numéro 4 par la disposition :

« Les déclarations afférentes doivent être faites dans les trois années consécutives à l'année à laquelle elles se rapportent. »

8° L'article 200 sera conçu comme suit :

« Art. 200. — Si l'assuré cesse, pour un motif quelconque, de remplir les conditions prévues par la présente loi pour l'établissement de ses droits, l'Etablissement d'Assurance est tenu à l'en informer par lettre recommandée.

Néanmoins, si l'information ne peut se faire parce que l'adresse de l'assuré est inconnue, la disposition générale de l'alinéa 3 du présent article reste applicable.

Les droits en cours de formation s'éteignent si, pour une période de 2 années consécutives à calculer à partir de la date de cet avertissement,

l'assuré ne peut justifier de 160 journées d'assurance au moins conformément à l'art. 201 qui suit. Ils revivront dès que l'assuré aura accompli, postérieurement à l'interruption, une nouvelle période d'assurance de 1080 journées, exempte de la susdite interruption.

Nonobstant l'alinéa 1^{er}, les droits en cours de formation sont considérés comme conservés avec effet rétroactif si, au moment de la réalisation du risque, la période écoulée depuis l'entrée dans l'assurance est couverte pour les 2/3 au sens des articles 187 alinéa final et 197. La première et la dernière année de l'assurance ne sont pas portées en compte pour ce calcul, mais les journées d'assurance afférentes sont à comprendre dans le total. Si par suite d'une interruption de deux années ou plus au sens de l'alinéa 1^{er} la moyenne requise par la présente disposition n'est pas réalisée, mais si cette moyenne est atteinte pour la période postérieure, les droits formés pendant cette dernière période sont conservés.

Les droits en cours de formation qui n'étaient pas éteints le 1^{er} octobre 1940 sont maintenus jusqu'au 1^{er} juillet 1946 ; les cotisations payées depuis le 1^{er} octobre 1940 jusqu'au 1^{er} juillet 1946 sont portées en compte. »

9° A l'ingrès de l'art. 201 la mention du troisième alinéa de l'article 200 est à remplacer par celle du premier alinéa.

Le numéro 6 du même article est remplacé par le texte suivant :

« 6) Les périodes dûment certifiées par l'Office National du Travail pendant lesquelles l'assuré a touché ou aurait été en droit de toucher une indemnité de chômage. »

10° L'art. 202 aura la teneur suivante :

« Art. 202. — La pension d'invalidité se compose :

1) d'une part fixe à charge de l'Etat de 6.000 francs par an ;

2) d'une part fixe à charge des communes de 3.000 francs par an ;

3) d'une part fixe à charge de l'Etablissement d'Assurance de 3.800 francs par an, qui sera relevée de 2.200 francs lorsque l'assuré aura totalisé 9.450 journées d'assurance au sens de l'art. 197 ou réalisera les conditions d'attribution des pensions de vieillesse anticipées des mineurs ;

4) d'une majoration annuelle à charge de l'Établissement d'Assurance de 1% du total des salaires pour les années antérieures à 1946, répondant aux conditions prévues par l'art. 197 pour la mise en compte des journées d'assurance, et de 1,2% pour les années postérieures.

Tous les salaires entrant en compte seront portés au nombre-indice 100.

A cet effet les salaires des années 1912 à 1917 sont multipliés par 20, ceux de 1918 et 1919 par 10, ceux de 1920 à 1923 par 5, ceux de 1924 et 1925 par 4, ceux de 1926 à 1940 par 2,8.

Les salaires pour les classes de cotisation de la période du 1^{er} octobre 1940 au 29 juin 1942 et, en ce qui concerne les ouvriers mineurs, au 31 décembre 1942, sont portés en compte, suivant qu'il s'agira de classes établies par semaines ou par mois,

		par semaine	par mois
dans la classe	I	pour 140 fr.	1470 fr.
	II	• 280	2065
	III	420	2660
	IV	560	3255
	V	700	3850
	VI	840	4445
	VII	980	5040
	VIII	1120	5635
	IX	1260	6230
	X	1400	

Les salaires déclarés en RM dans la suite seront convertis au taux de 1 RM = 17,50.

Les salaires déclarés en francs pour l'exercice 1944 seront multipliés par 1,75, ceux de 1945 seront multipliés par 1,5, ceux de 1946 et 1947 seront portés pour leur valeur nominale. Les salaires postérieurs seront convertis sur la base de la moyenne des nombres-indice mensuels de chaque exercice sauf ceux de l'année de la réalisation du risque qui compteront pour leur valeur nominale ; toutefois cette conversion n'aura lieu que si la prédite moyenne varie de 5% ou d'un multiple par rapport au nombre-indice 100.

Pour les périodes assimilées aux périodes de cotisation conformément au numéro 3 de l'art. 197, les salaires à porter en compte seront fixés par arrêté grand-ducal. La charge afférente incombera à l'Etat suivant les modalités à prévoir par le même arrêté.

Le total de la pension ne pourra excéder les 5/6 de la moyenne des 5 salaires annuels les plus élevés, portés au nombre-indice 100 conformément aux dispositions afférentes. Une réduction éventuelle se fera en premier lieu et proportionnellement sur la part de l'Etat et la part des communes.

Pour le calcul de la moyenne ci-dessus il sera fait abstraction de l'année de début et de l'année de la réalisation du risque, pour autant que leur prise en considération serait de nature à préjudicier à l'assuré.»

11° L'article 204 est remanié comme suit :

« Art. 204. — Les parts des pensions de veuves ou de veufs qui incombent à l'Etat et aux communes sont des deux tiers des parts fixes à leur charge d'après l'art. 202.

Les parts des pensions d'orphelins qui incombent à l'Etat et aux communes sont de un tiers de leurs parts d'après le même art. 202, par orphelin.»

12° Les deux derniers alinéas de l'art. 205 sont supprimés.

13° Un nouvel art. 206 aura la teneur ci-après :

« Art. 206. — Les pensions et allocations arrêtées sur la base des dispositions qui précèdent seront adaptées au nombre-indice du coût de la vie suivant les modalités applicables aux traitements et pensions des fonctionnaires de l'Etat.»

14° L'article 208 sera rédigé comme suit :

« Art. 208. — Les pensions sont payées mensuellement par anticipation ; les mensualités sont arrondies au franc immédiatement supérieur.»

15° L'article 209 est remanié comme suit :

« Art. 209. — La pension d'invalidité court du 1^{er} jour de l'invalidité constatée et, dans l'hypothèse de l'art. 189, du 1^{er} jour de l'échéance de la rente. Si l'assuré a droit en même temps aux secours pécuniaires de l'assurance-maladie, la pension ne courra que du 1^{er} jour qui suivra l'expiration de ce droit.

Si la date de l'invalidité ne peut être établie, elle est censée être celle du jour où la demande en obtention de la pension est parvenue à l'autorité compétente.

La pension dite de vieillesse court du 1^{er} jour de la 66^e année de l'assuré ou, si les conditions d'attribution ne sont réalisées que postérieurement, à partir de cette date.

Les rentes de survivants courent du jour de la mort de l'assuré ou, si l'assuré était titulaire d'une rente d'invalidité ou de vieillesse, du 1^{er} du mois qui suit le décès.

Pour l'application des dispositions qui précèdent chaque jour est compté uniformément pour un trentième de mois.

Aucune rente ne sera allouée pour une période antérieure de plus d'une année à la réception de la demande.

Cedélaï sera de cinq ans pour les rentes de vieillesse et de survie.

Les rentes cessent d'être payées à la fin du mois au cours duquel se produit l'événement donnant lieu à suppression ou suspension de la rente. »

16° L'article 210 est ramené à la teneur de son dernier alinéa.

17° L'alinéa 3 de l'article 213 est supprimé.

18° L'alinéa 1^{er} de l'article 215 aura la teneur suivante :

« Art. 215. — Si un assuré qui remplit les conditions de stage et de continuité d'assurance prévues par les articles 187, alinéa 1^{er}, et 200, décède avant d'être pourvu d'une pension, il sera alloué, outre la pension de veuve et d'orphelin, une indemnité funéraire s'élevant au 1/15 de la dernière rémunération annuelle effective, sans que cette indemnité puisse être inférieure à 1.200 francs. Ce montant minimum pourra être modifié par un règlement d'administration publique. »

19° Les articles 216 et 216*bis* sont supprimés, l'article 215*bis* sera porté article 216.

20° L'article 222 est complété par la phrase suivante :

« Cependant les membres de la famille à la charge du malade toucheront pour la durée de cette mesure les pensions qui leur reviendraient en cas de décès de l'assuré. »

21° L'article 223 est modifié comme suit :

« Les contestations qui surgiront au sujet des dispositions des articles 218 à 222 entre l'Etablissement d'Assurance d'une part, les Caisses de maladie ou l'Association d'Assurance contre les accidents d'autre part, seront soumises à la décision du Gouvernement, lorsqu'elles ne sont pas vidées par la décision relative à la fixation de la pension.

Les contestations qui surgiront au sujet de ces mêmes articles entre l'Etablissement d'Assurance

et les assurés ou leurs survivants pourront être portées par l'une ou l'autre des parties devant le Conseil Arbitral des Assurances sociales et, en appel, devant le Conseil Supérieur des Assurances sociales, qui décideront. »

22° L'article 223*bis* est abrogé.

23° L'article 225 est remplacé par le texte suivant :

« Art. 225. — Les pensions seront suspendues pendant la durée d'une peine privative de liberté supérieure à un mois ou pendant la durée de l'internement dans une maison de travail ou de correction.

Les parts de l'Etat et des communes dans les rentes seront suspendues pendant le temps que l'intéressé n'aura pas dans le Grand-Duché sa résidence habituelle.

Le Gouvernement pourra toutefois suspendre cette disposition conformément à l'art. 188. »

Le numéro de l'article 225*bis* est supprimé.

24° Le texte actuel de l'art. 226 est abrogé et sera remplacé par le texte de l'alinéa 2 de l'art. 225*bis* actuel qui prendra la teneur suivante :

« Art. 226. — L'étranger qui a été assuré pendant plus d'un an peut, s'il quitte le pays, demander le remboursement de 75% de sa part des cotisations dues à partir du 1^{er} janvier 1947 et effectivement payées. La part patronale des cotisations ainsi que la cotisation totale de la première année d'affiliation après le 1^{er} janvier 1946 resteront acquises à l'Etablissement d'Assurance.

Le Gouvernement pourra toutefois suspendre la disposition qui précède. »

25° Le texte de l'article 227 est adapté aux modifications qui précèdent et prendra la forme suivante :

« Art. 227. — Dans les cas de suspension prévus par l'art. 225, la pension sera dévolue aux membres de la famille du titulaire, pourvu qu'ils habitent le Grand-Duché et que le salaire ou la rente du pensionné aient servi à les entretenir d'une façon appréciable avant la réalisation de la cause de suspension. »

26° L'alinéa 1^{er} de l'article 229 sera conçu comme suit :

« Les rentes de veuve et de veuf cessent d'être payées en cas de remariage, elles seront rétablies si le second époux prédécède sans que son décès ouvre droit à une pension quelconque de son chef ;

la même disposition sera applicable en cas de divorce aux torts exclusifs de l'autre époux. Dans le cas où il en résultera plusieurs rentes, l'intéressé aura droit seulement à la rente la plus élevée.»

L'alinéa 2 de l'article 229 est remplacé par le texte suivant :

« La rente maintenue ou accordée pour cause d'infirmité en vertu de l'art. 192 prend fin lorsque les conditions d'attribution ne sont plus remplies ; il en sera de même pour les rentes accordées en vertu de l'art. 193.»

27° L'alinéa sub c) de l'article 232 est modifié comme suit :

« c) jusqu'à concurrence des 3/4 de la pension, pendant toute la durée du secours, si celui-ci consiste dans l'entretien complet dans un établissement.»

28° L'article 234 aura la teneur suivante :

« Art. 234. — En cas de concours d'une rente d'invalidité avec une rente allouée en vertu du Livre II de la présente loi, les 5/6 de la rente d'invalidité seront versés intégralement sans que le total des rentes, y compris les suppléments de famille dont bénéficie l'assuré, puisse dépasser la moyenne des 5 salaires annuels les plus élevés computés conformément aux dispositions de l'art. 202 ; le dernier alinéa de l'art. 202 sera applicable. Le dernier sixième de la rente d'invalidité est suspendu jusqu'à concurrence de la rente d'accident.

A partir du 1^{er} du mois qui suit le début de la 66^e année, la rente d'invalidité est due intégralement. Il en est de même dans le cas où, en vertu de dispositions spéciales, la rente de vieillesse est due avant l'âge de 65 ans.

La rente d'invalidité est payée intégralement jusqu'à la fin du mois au cours duquel la rente d'accident est payée pour la première fois.

La suspension de la rente d'accident pour cause de traitement à l'hôpital ne donnera pas lieu à une révision de la rente d'invalidité.

En cas de concours de rentes de survivants servies en vertu de l'assurance contre l'invalidité et de l'assurance contre les accidents, les prestations peuvent être cumulées sans que le total puisse dépasser ni les 2/3 du salaire moyen visé ci-dessus pour les rentes de veuve et de veuf, ni le 1/3 pour les rentes de chaque orphelin, Toutefois l'ensemble

des rentes de survivants ne pourra dépasser le montant entier de ce même salaire.

Pour l'application des dispositions qui précèdent, la rente d'accident sera portée en compte pour sa valeur réduite au nombre-indice 100 sur la base de la moyenne des 12 nombres-indice mensuels de l'année précédant la date de l'accident.

Toutefois les rentes d'accident antérieures au 1^{er} janvier 1949 seront portées en compte pour leur valeur à cette date.

Une réduction se dégageant de l'application des dispositions ci-dessus sera opérée proportionnellement sur les prestations du présent Livre.

La rente d'accident ne donne pas lieu à suspension, si elle est accordée pour un accident survenu à l'assuré après l'invalidité ou après l'accomplissement de la 65^e année.»

29° L'article 237 sera conçu comme suit :

« Art. 237. — Si celui à qui compete une pension en vertu du présent Livre possède contre des tiers un droit légal à la réparation du dommage résultant pour lui de l'invalidité ou du décès fondant son droit à la pension, le droit à la réparation des dommages de la même espèce que ceux couverts par la rente passera à l'Etablissement d'Assurance jusqu'à concurrence du capital de couverture de la moitié de la rente.

La veuve ayant droit à réparation de la part d'un tiers du chef du décès de son mari pourra valablement renoncer à la pension qui lui compete du même chef sur avis conforme du collège échevinal de la commune de sa résidence ; en ce cas la subrogation légale qui précède est considérée comme non avenue.»

30° L'article 238 aura la teneur suivante :

« Art. 238. — Pour faire face aux charges qui lui incombent, l'Etat appliquera le système de répartition pur. Il fera l'avance des parts à charge des communes.

Les montants que l'Etat ou les communes doivent supporter dans les rentes peuvent être fixés par voie forfaitaire ou suivant des moyennes établies d'après les données statistiques en vertu d'un arrêté du Gouvernement à prendre sur avis des Comités-Directeurs intéressés.

Le montant global des charges incombant aux communes sera réparti moitié d'après le produit par commune des salaires servant d'assiette aux

cotisations de l'assurance-invalidité, moitié d'après la population de résidence du dernier recensement.

L'Administration des Contributions est chargée du recouvrement. »

31° L'article 241 sera complété par un troisième alinéa de la teneur suivante :

(al. 3) — « Les périodes triennales seront comptées à partir de l'année 1951 au cours de laquelle cette fixation aura lieu pour la première fois. »

32° L'alinéa 2 de l'article 242 est complété comme suit :

«ou fixer pour certaines catégories des montants forfaitaires qui serviront au calcul des cotisations et des prestations et établir un mode spécial pour la perception des cotisations, notamment par timbres. Cette disposition sera également applicable à l'assurance-maladie, à l'assurance-accidents et aux allocations familiales.»

Le dernier alinéa de l'article 242 actuel sera conçu :

« Les fractions de francs seront comptées en francs entiers pour le calcul des cotisations et prestations. »

33° Le même article 242 est complété par l'alinéa nouveau suivant :

(al. 7) — « Si plus de dix années se sont écoulées à partir de l'année à laquelle les cotisations se rapportent, ces cotisations sont censées avoir été payées valablement, à moins qu'il n'y ait eu fraude. Cette disposition n'est pas applicable si les cotisations sont payées dans l'hypothèse de l'art. 176. Toute cotisation indûment payée au titre de l'assurance obligatoire sera portée en compte comme cotisation de l'assurance continuée pour les périodes afférentes si l'assurance continuée était recevable pour ces périodes. »

34° L'alinéa 2 de l'article 243 sera complété par le texte suivant :

«Ce règlement déterminera également les conditions et modalités concernant la computation des périodes d'assurance et des salaires.»

L'alinéa 4 du même article est supprimé.

L'alinéa 6 actuel du même article aura la teneur suivante :

«La prescription est régie par la législation relative au recouvrement des contributions directes, des droits d'accises et des cotisations d'assurance sociale. Cependant lorsqu'il sera prouvé par les livres du patron, des décomptes réguliers de salaires

ou une condamnation en vertu de l'art. 312 N° 3 que des cotisations ont été retenues sur les salaires sans avoir été versées dans les délais impartis, la prescription ne sera acquise que 30 ans après le 31 décembre de l'année en cours de laquelle la retenue aura été opérée. Les journées pour lesquelles des retenues ont été opérés sans que les cotisations aient été régulièrement versées seront assimilées aux journées visées à l'art. 197; lorsque la preuve de la retenue résultera des moyens ci-dessus, les salaires afférents seront portés en compte comme salaires déclarés.»

35° L'alinéa 2 de l'article 271 est supprimé.

36° L'article 282 est complété par un alinéa final de la teneur suivante :

«La contribution de l'Etat aux frais résultant du présent article pourra être fixée forfaitairement suivant les modalités à fixer par arrêté du Gouvernement, les Comités-Directeurs entendus.

La centralisation des déclarations d'affiliation et de rémunération, de contrôle et de perception des cotisations en matière d'assurance-maladie, d'assurance-accidents, d'assurance-invalidité et d'allocations familiales pourra faire l'objet d'un règlement d'administration publique, qui désignera les institutions, qui en sont chargées; elle pourra se faire par paliers.»

37° Un nouvel article 294 aura la teneur suivante:

«Art. 294. — La compétence du Conseil Arbitral et du Conseil Supérieur des Assurances sociales s'étend à toutes les contestations concernant l'affiliation ou l'assujettissement, les cotisations et amendes d'ordre et les prestations nées ou à naître de la présente loi, sauf à celles visées par l'art. 317 ou concernant les articles 147 et 148. Le taux d'appel sera fixé par le règlement d'administration publique prévu à l'article qui précède.

En ce qui concerne les prestations de l'assurance-maladie, le Président du Conseil Arbitral instruira l'affaire et provoquera, s'il y a lieu, une décision du Comité-Directeur de la Caisse de maladie. En cas de rejet même partiel de la demande, il statuera par décision écrite. Il sera loisible aux parties de former opposition écrite contre cette décision dans les dix jours de la notification.

L'opposition sera vidée par décision du Conseil Arbitral qui sera définitive, sauf appel en cas de violation ou fausse interprétation de la loi.»

38° Un nouvel article 295 aura la teneur suivante:

« Art. 295. — Les requêtes concernant des questions d'affiliation et de cotisation individuelles seront communiquées par la voie du greffe aux tiers intéressés pour intervention et déclaration de jugement commun. »

39° L'article 296 est remplacé par l'article 296 qui suit:

« Art. 296. — Le Gouvernement pourra arrêter dans quelles conditions et dans quelle mesure les assurés dont les patrons seraient soustraits ou pourraient être soustraits aux obligations leur incombant, y seront contraints personnellement. »

40° L'article 297 aura la teneur suivante :

« Art. 297. — Sans préjudice à l'art. 149 le droit aux rentes ne se prescrit pas.

Les arrérages de rente ou autres prestations se prescrivent par cinq ans à partir de leur échéance, à moins que des délais plus courts ne soient prévus pour les secours médicaux et indemnités journalières par des règlements d'ordre entérinés par le Gouvernement.

Le droit au remboursement des cotisations payées indûment se prescrit dans le même délai à partir de l'expiration de l'année au cours de laquelle elles ont été payées. »

41° L'alinéa 1^{er} de l'article 312 est modifié comme suit :

« Seront punis d'une amende de 501 à 30.000 francs, à moins qu'une peine plus forte ne résulte d'une autre disposition légale ou réglementaire. »

42° A l'article 319, la partie finale de l'alinéa 1^{er} libellée « et contre les décisions des mêmes comités qui infligent une amende d'ordre », est à supprimer.

Pareillement l'article 319bis est supprimé.

Dispositions spéciales et transitoires.

Art. 2. Les dispositions de l'art. 1^{er} s'appliquent à toutes les rentes échues après la mise en vigueur de la présente loi, sauf application des dispositions qui suivent :

1. Toutes les rentes échues à partir du 1^{er} juillet 1946 seront recalculées sur la base de l'art. 1^{er} avec effet au 1^{er} mai 1949.

L'art. 238 trouvera application à la même date.

2. Les conditions d'attribution des rentes de survivants s'appliquent également aux cas anciens pour lesquels les conditions d'attribution n'étaient

pas remplies au regard des dispositions antérieures. Les rentes afférentes seront fixées d'après les dispositions générales de la présente loi. Elles seront dues à partir du mois suivant la mise en vigueur de la présente loi ou, si la demande en obtention du bénéfice de la présente disposition est présentée un an après son entrée en vigueur, pour la période fixée par l'art. 209, alinéa 6. Aux intéressés qui auront omis de former le recours prévu par l'art. 1^{er} de l'arrêté grand-ducal du 13 juin 1945, il sera accordé un nouveau délai de 6 mois à partir de la promulgation de la présente loi.

3. Il en sera de même pour l'application de la phrase finale de l'art. 190, des dispositions nouvelles de l'art. 192 ainsi que de celles de l'alinéa 1^{er} de l'art. 229.

4. L'art. 234 nouveau s'appliquera également aux rentes échues avec effet à partir du 1^{er} mai 1949.

5. Si l'une des rentes de survivants est à calculer ou recalculer d'après les dispositions nouvelles, l'ensemble des rentes du même groupe de survivants sera régi par la présente loi.

6. Les dispositions prévues à l'art. 1^{er} sub 6° et 23° produiront également leurs effets quant aux cas d'assurance survenus avant la mise en vigueur de la présente loi. Les prestations afférentes seront dues à partir de la mise en vigueur de la présente loi ou, si la demande en obtention du bénéfice de la présente disposition est présentée un an après son entrée en vigueur, pour la période fixée par l'art. 209, alinéa 6.

7. Les dispositions prévues à l'art. 1^{er} sub 8°, avant-dernier alinéa, seront applicables aux cas d'assurance survenus à partir du 1^{er} janvier 1948 avec effet à partir de l'entrée en vigueur de la loi ou, si la demande en obtention du bénéfice de cette disposition est présentée un an après son entrée en vigueur, pour la période fixée par l'art. 209, alinéa 6.

8. Il en sera de même en ce qui concerne l'application du N° 28, si toutes autres conditions prévues par la présente loi sont remplies. Les prestations afférentes seront calculées d'après la présente loi.

9. Les dispositions prévues sub 15° produiront également leurs effets dans les cas survenus avant la mise en vigueur de la présente loi, à moins que la rente n'ait déjà fait l'objet d'une liquidation,

Art. 3. Le taux de majoration des rentes anciennes est porté de 331/3% à 50%. Les rentes ainsi revalorisées correspondront au nombre-indice 100. L'art. 206 leur est applicable en ce sens que pour chaque variation de 5% du nombre-indice y prévu, le taux de majoration de 50% sera augmenté ou diminué de 7½%.

Les majorations et adaptation résultant de cette disposition sont subordonnées aux conditions générales fixées par les arrêtés grand-ducaux en vigueur, ou tels qu'ils seront modifiés dans la suite.

Les communes rembourseront à l'Etat le tiers des différentes parts, majorations et adaptations qu'il supporte dans les rentes anciennes. Les alinéas 2 et 3 de l'art. 238 seront applicables.

Les dispositions qui précèdent auront effet au 1^{er} mai 1949.

Les contributions bénévoles accordées par les communes aux titulaires de rentes sociales, en exécution des instructions du Gouvernement leur adressées en 1948, seront défalquées des remboursements qu'elles devront à l'Etat au moment de l'introduction de la présente loi.

Le présent article aura effet à partir du 1^{er} mai 1949.

Art. 4. Les bénéficiaires d'une rente, auxquels ont été appliquées les dispositions des articles 225, 228, 234 dans la teneur prévue par la loi du 17 décembre 1925 concernant le Code des Assurances sociales, peuvent demander le bénéfice de l'application des dispositions afférentes maintenues en vigueur par l'arrêté grand-ducal du 14 décembre 1944, nonobstant l'expiration du délai originairement prévu.

Les rentes prendront cours à partir du 1^{er} juillet 1946 ou si la demande en obtention de ce bénéfice est présentée un an après la mise en vigueur de la présente loi, pour la période fixée par l'art. 209, alinéa 6.

Art. 5. L'application des dispositions relatives aux périodes prévues par l'art. 197 N° 3 et aux majorations à accorder du chef de ces périodes, aux cas d'assurance survenus avant le 1^{er} juillet 1946, fera l'objet d'un règlement d'administration publique.

Art. 6. L'alinéa 2 de l'art. 6 de la loi du 13 janvier 1948 est complété comme suit :

«L'art. 15 de la loi du 21 juin 1946, al. 3, 4^{es} et 7^{es} phrase, est également applicable à l'égard des ouvriers mineurs en ce qui concerne les prestations de l'assurance générale contre la vieillesse et l'invalidité aux cas d'assurance survenus avant le 1^{er} juillet 1946. Les prestations seront dues à partir du 1^{er} juillet 1946 ou, si la demande en admission au bénéfice de la présente disposition est présentée un an après l'entrée en vigueur, pour la période fixée par l'art. 209, al. 6.»

Art. 7. Si les rentes calculées conformément à l'art. 6 de la loi du 13 janvier 1948 et celles recalculées conformément à la présente loi sont inférieures à celles payées en conformité des dispositions antérieures, la différence sera payée à titre de prestation spéciale.

Art. 8. Les contestations dévolues par la présente loi au Conseil Arbitral et au Conseil Supérieur des Assurances sociales qui à son entrée font ou sont susceptibles de faire l'objet d'un recours, sont attribuées à la juridiction substituée du degré correspondant. Les délais les plus favorables aux parties privées en cause sont applicables.

L'art. 294 nouveau et la disposition ci-dessus sont applicables aux contestations ayant pour objet les majorations, réévaluations et adaptations des rentes servies en vertu de l'assurance-accident et de l'assurance-invalidité.

Art. 9. Les articles 6, 7, 8 et 9 des dispositions spéciales et transitoires de la loi du 21 juin 1946 sont abrogés.

Art. 10. Un règlement d'administration publique pourra prendre toutes dispositions complémentaires que requerra l'application de la présente loi.

Art. 11. Les dispositions légales et réglementaires contraires à celles de la présente loi ou incompatibles avec elle sont abrogées.

Art. 12. Par dérogation à la loi du 23 mai 1949 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1949, le crédit prévu sous l'article 593 du budget des dépenses portera la mention « crédit non limitatif et sans distinction d'exercice.»

Art. 13. La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} du mois qui suivra sa publication au *Mémorial*.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial* pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 10 avril 1951.

*Le Ministre d'Etat,
Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,
Ministre des Finances,
Pierre Dupong.*

Charlotte.

Arrêté ministériel du 8 février 1951 adaptant à l'exercice 1951 les dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 1949 ayant pour objet l'octroi de primes de construction.

Le Ministre des Finances,

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 1949 ayant pour objet l'octroi de primes de construction, ainsi que celui du 8 février 1950 adaptant à l'exercice 1950 les dispositions de l'arrêté précité ;

Arrête :

Article unique. Le 1^{er} alinéa de l'art. 2 de l'arrêté du 3 août 1949 aura la teneur suivante:

La prime s'élève à 30.000 francs et sera majorée à concurrence de 30.000 fr. d'une tranche de 5000 fr. pour chaque enfant du bénéficiaire né avant le 1^{er} janvier 1952 et âgé de moins de 18 ans au 1^{er} janvier 1951.

Luxembourg, le 8 février 1951.

*Le Ministre des Finances
Pierre Dupong.*

Arrêté ministériel du 10 avril 1951 modifiant le régime de l'impôt sur le chiffre d'affaires du beurre.

Le Ministre des Finances,

Vu l'article 7 de la loi du 25 mai 1946 apportant certaines modifications au régime de l'impôt sur le chiffre d'affaires ;

Après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Arrête :

Art. 1^{er}. La livraison du beurre est passible de l'impôt sur le chiffre d'affaires au taux forfaitaire de 2%. Cette taxe est acquittée à l'occasion de la livraison faite par les laiteries ; elle couvre toutes les livraisons ultérieures jusque et y compris celle faite au consommateur.

Art. 2. Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 10 avril 1951.

*Le Ministre des Finances,
Pierre Dupong.*

Arrêté ministériel du 6 avril 1951, prescrivant un recensement de l'Agriculture en 1951.

Le Ministre des Affaires Economiques,

considérant qu'il importe d'être renseigné sur l'importance et le genre des exploitations agricoles en 1951 ;

Vu l'art. 4 de l'arrêté grand-ducal du 2 août 1945, portant réorganisation de l'Office de Statistique ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Il sera procédé le 15 mai 1951 à un recensement des superficies et, en même temps, à

un recensement des arbres fruitiers et un recensement du bétail dans toutes les communes du pays.

Art. 2. Sont soumises à l'obligation de faire une déclaration toutes les personnes physiques ou morales, sociétés, administrations, fabriques d'églises ou organismes quelconques qui exploitent ou occupent dans le Grand-Duché ou à l'étranger une superficie totale de 20 ares ou plus (y compris des propriétés bâties, jardins, cours, fabriques, ateliers, chantiers, terres incultes, etc.), servant en tout ou en partie de champ labourable, de verger, pré, pâturage, vignoble ou forêt. La déclaration est encore à faire par toutes les personnes qui, exploi-

tant une superficie totale de moins de 20 ares, cultivent des produits horticoles, maraîchers ou fruitiers destinés à la vente, qui cultivent du blé ou la vigne ou qui sont détenteurs de bétail des espèces chevaline, porcine, ovine, bovine et caprine, ainsi que de volaille.

La déclaration doit être faite à l'administration communale de la résidence du déclarant.

Le recensement du bétail constatera le nombre des bestiaux appartenant à chaque propriétaire, sans distinguer si le bétail se trouve dans la maison même ou dans les dépendances, dans les abattoirs ou ailleurs.

Art. 3. Le collège des bourgmestre et échevins préparera et dirigera les opérations de recensement. Il aura soin, notamment, d'engager des agents-recenseurs en nombre suffisant.

Art. 4. Les déclarants se serviront des questionnaires qui seront mis à leur disposition par les agents-recenseurs. Si les personnes obligées à fournir les renseignements prévus ne sont pas encore en possession du questionnaire de recensement à la date du 15 mai, elles sont obligées de le réclamer à l'agent-recenseur ou à l'administration communale de leur résidence.

Les recenseurs reprendront les déclarations à partir du 16 mai. Il vérifieront sur place si elles sont complètes et exactes, au besoin ils les compléteront et les rectifieront d'après les informations orales qu'ils demanderont.

Les agents-recenseurs transcriront les données des déclarations, après vérification, dans les listes de contrôle, par sections de commune et en double exemplaire qu'ils remettront, avec les déclarations, au collège des bourgmestre et échevins le 24 mai au plus tard.

Art. 5. L'administration communale fera dresser, en double exemplaire et dans une liste de contrôle réservée à cette fin, un état récapitulatif des listes de contrôle établies par les agents-recenseurs.

Le 1^{er} juin au plus tard, les déclarations ainsi qu'un exemplaire des listes de contrôle dressées par les agents-recenseurs et un exemplaire de la liste de contrôle récapitulative établie par les soins de l'administration communale seront adressés à l'Office de la Statistique Générale. Le second exemplaire des listes de contrôle sera retenu aux archives de la commune.

Art. 6. Les agents-recenseurs toucheront de la part de l'Etat une indemnité de quatre francs par déclaration dûment remplie, avec un minimum de cinquante francs par agent-recenseur.

Les secrétaires communaux chargés du contrôle et de toutes autres écritures relatives à ce recensement toucheront une indemnité de 1,50 fr. par déclaration.

Les collèges échevinaux sont chargés du paiement de ces indemnités. Ils demanderont au Ministère des Affaires économiques, Office de la Statistique Générale, le remboursement des avances faites, sur présentation d'une liste des paiements effectués dûment signée par les ayants droit.

Art. 7. Les personnes tenues à la déclaration, qui refuseront ou omettront de fournir ou fourniront d'une manière fautive ou incomplète les indications prescrites ou qui refuseront de signer leur déclaration, seront punies des peines prévues à l'art. 7 de l'arrêté grand-ducal du 2 août 1945, portant réorganisation de l'Office de Statistique.

Art. 8. Les renseignements individuels recueillis ne pourront en aucun cas être divulgués.

Art. 9. L'Office de la Statistique Générale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 6 avril 1951.

Le Ministre de l'Intérieur,
Eugène Schaus.

*Le Ministre des Affaires Economiques
et de l'Agriculture,*
François Simon.

Avis. — Titres au porteur — Mainlevée d'opposition. Suivant notification de l'intéressé en date du 29 mars 1951 mainlevée pure et simple a été donnée de l'opposition formulée par exploit de l'huissier N. Wennmacher à Luxembourg, les 22 et 30 janvier 1946, en tant que cette opposition porte sur cinq actions privilégiées de la société anonyme Minière et Métallurgique de Rodange, savoir : Nos 35136 à 35140 sans désignation de valeur.

Le présent avis est inséré au *Mémorial* en exécution de l'article 22 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur. — 30 mars 1951.

Arrêté du 10 avril 1951 portant répartition des traitements payés en 1950 aux gardes généraux, chefs de cantonnement, entre les communes et établissements publics, propriétaires de bois.

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu l'art. 10 de la loi forestière du 7 avril 1909 ;

Attendu que les dépenses occasionnées par le paiement des traitements aux gardes généraux, chefs de cantonnement, pour l'exercice 1950, s'élèvent à 1.043.094,— fr. et que cette somme, déduction faite de la part incombant à l'Etat, au montant de 82.571,48 fr., est à répartir entre les communes et établissements publics, propriétaires de bois, dans la proportion du revenu cadastral des bois pour une moitié, et de leur étendue pour l'autre moitié ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Une somme de 1.043.094 — 82.571,48= 960.522,52 fr. sera remboursée au Trésor, d'après la répartition ci-après, par les communes et établissements publics intéressés, entre les mains du receveur de l'enregistrement des cantons respectifs, avant le 31 mai prochain.

Art. 2. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 10 avril 1951.

Le Ministre de l'Intérieur,
Eugène Schaus.

Etat de répartition entre les communes et établissements publics, propriétaires de bois de la somme de 960.522,52 francs liquidés en 1950 pour traitements des gardes généraux, déduction faite d'une somme de 82.571,48 francs, incombant à l'Etat.

Noms des		Contenance			Revenu cadastral	Répartition à raison		Sommes totales à payer fr.
communes	sections et établissements publics propriétaires de bois	des bois administrés			fr.	de la contenance des bois	du revenu cadastral	
		ha.	a.	ca.		fr.	fr.	
1	2	3			4	5	6	7
Luxembourg	La Ville	629	38	00	16.756 67	10.112 26	11.760 74	21.873 00
	L'hospice	62	34	80	1.363 31	1.001 75	956 84	1.958 59
	Cessange	70	80	10	1.106 76	1.137 56	776 78	1.914 34
	Gasperich	12	41	90	310 47	199 54	217 92	417 46
	Hamm	14	44	62	234 47	232 11	164 56	396 67
	Hollerich	17	43	61	548 11	280 14	384 69	664 83
			806	83	03	20.319 79	12.963 36	14.261 53	27.224 89

	1	2	3	4	5	6	7
<i>District de Luxembourg.</i>							
<i>Capellen.</i>							
Bascharage	Bascharage	111 12 60	1.624 59	1.785 47	1.140 22	2.925 69	
	Hautcharage	156 51 20	3.925 74	2.514 68	2.755 30	5.269 98	
	Linger	46 23 90	1.125 55	742 92	789 97	1.532 89	
Clemency	Clemency	273 84 80	10.456 97	4.399 92	7.339 27	11.739 19	
	Fingig	50 16 30	2.562 83	806 05	1.798 73	2.604 78	
	id. la fabr.	0 64 80	19 44	10 41	13 64	24 05	
Dippach	Bettange	74 21 50	2.893 12	1.192 41	2.030 55	3.222 96	
	Dippach	136 85 50	5.280 55	2.198 85	3.706 18	5.905 03	
	Schouweiler	47 18 60	1.488 20	758 14	1.044 50	1.802 64	
	Sprinkange	47 44 63	2.064 92	762 32	1.449 27	2.211 59	
Garnich	Dahlem	4 56 90	181 22	73 41	127 19	200 60	
	Garnich	23 33 90	687 80	374 99	482 74	857 73	
	Hivange	2 01 40	44 67	32 36	31 35	63 71	
	Kahler	63 51 80	2.684 63	1.020 55	1.884 21	2.904 76	
Hobscheid	Eischen	293 94 86	11.442 72	4.722 88	8.031 12	12.754 00	
	id. la fabr.	0 85 70	15 18	13 77	10 65	24 42	
	Hobscheid	286 60 35	8.292 69	4.604 87	5.820 26	10.425 13	
Kehlen	Dondelange	63 53 70	1.666 69	1.020 85	1.169 77	2.190 62	
	Kehlen	75 99 30	1.971 54	1.220 98	1.383 73	2.604 71	
	Keispelt-Meispeit ..	167 88 98	5.257 26	2.697 49	3.689 83	6.387 32	
	Nospelt	75 62 30	1.870 59	1.215 04	1.312 88	2.527 92	
	Olm	17 40 18	373 94	279 60	262 45	542 05	
Kœrich	Goebange	59 21 20	1.496 58	951 36	1.050 38	2.001 74	
	Gœtzange	57 04 65	1.372 92	916 57	963 59	1.880 16	
	Kœrich	148 17 94	4.345 35	2.380 80	3.049 80	5.430 60	
Kopstal	Kopstal	257 85 88	7.453 75	4.143 02	5.231 44	9.374 46	
Mamer	Cap	9 05 00	288 50	145 41	202 48	347 89	
	Capellen	21 60 90	302 53	347 19	212 33	559 52	
	Holzem	48 08 50	972 36	772 58	682 45	1.455 03	
	Mamer	6 14 50	235 56	98 73	165 33	264 06	
	Mamer-Capellen	303 94 45	7.139 69	4.883 48	5.011 02	9.894 50	
Septfontaines.	Greisch	9 19 10	165 63	147 67	116 25	263 92	
	Roodt	37 11 30	1.122 39	596 30	787 69	1.383 99	
	Septfontaines	129 68 38	2.876 65	2.083 63	2.018 99	4.102 62	
Steinfort	Hagen	32 75 20	806 28	526 23	565 89	1.092 12	
	Kleinbettingen	3 86 00	100 36	62 02	70 44	132 46	
	Steinfort	25 68 30	733 22	412 65	514 64	927 29	
	Totaux	3168 94 50	95.342 52	50.915 60	66.916 53	117.832 13	

1	2	3	4	5	6	7
<i>Esch-s.-Alz.</i>						
Bettembourg	Abweiler	11 97 40	403 98	192 39	283 53	475 92
	Bettembourg	332 62 20	9.421 37	5.344 25	6.612 43	11.956 68
Differdange.	Differdange	296 69 60	7.783 67	4.767 02	5.463 00	10.230 02
	Niedercorn	96 73 40	2.579 48	1.570 29	1.810 42	3.380 71
	Obercorn	3 52 30	28 80	56 60	20 21	76 81
Dudelange	Dudelange	376 60 65	9.080 68	6.050 95	6.373 31	12.424 26
Esch-s.-Alz.	Esch-s.-Alz.	141 16 71	3.636 79	2.268 14	2.552 50	4.820 64
Frisange	Frisange	59.90 40	1.558 66	962 48	1.093 95	2.056 43
	Hellange la fabr. ..	3 95 50	98 88	63 55	69 40	132 95
Kayl	Kayl	76 84 50	1.731 98	1.234 67	1.215 60	2.450 27
	Tétange	92.42 40	1.983 94	1.484 98	1.392 44	2.877 42
Leudelange	Leudelange	251 35 22	7.163 07	4.038 48	5.027 43	9.065 91
	id. la frabr.	0 11 70	0 70	1 88	0 49	2 37
Mondercange	Mondercange	64 16 50	1.218 40	1.030 94	855 14	1.886 08
	Pontpierre	8 68 30	225 75	139 50	158 44	297 94
Pétange	Lamadeleine	28 93 10	836 22	464 84	586 90	1.051 74
	Pétange	43 20 40	1.281 84	694 16	899 66	1.593 82
	Rodange	37 23 00	1.233 50	598 18	865 74	1.463 92
Reckange/Mess	Ehlinge	36 02 90	1.235 94	578 88	867 45	1.446 33
	Limpach	9.09 20	210 14	146 08	147 49	293 57
	Wickrange	9.07 20	334 61	145 76	234 85	380 61
Roeser	Berchem	50 42 90	1.031 71	810 24	724 11	1.534 35
	Bivange	40 22 70	1.225 00	646 33	859 77	1.506 10
	Crauthem	74 01 77	2.627 64	1.189 24	1.844 22	3.033 46
	Livange	0 70 00	12 40	11 25	8 70	19 95
	id. la chap.	2 15 10	44 25	34 56	31 06	65 62
	Peppange	43 22 90	1.179 24	694 56	827 65	1.522 21
	Roeser	48.44 60	1.593 35	778 38	1.118 30	1.896 68
Rumelange	Rumelange	75.67 24	2.048 69	1.215 83	1.437 88	2.653 71
Sanem	Belvaux	11 52 00	112 67	185 09	79 08	264 17
	Soleuvre	3 84 00	57 49	61 70	40 35	102 05
Schifflange	Schifflange	36 86 29	1.051 87	592 28	738 26	1.330 84
	Totaux	2.368 42 08	63.032 71	38.053 48	44.239 76	82.293 24
<i>Luxembourg.</i>						
Bertrange	Bertrange	303 78 45	6.594 99	4.880 91	4.628 72	9.509 63
Contern	Contern	52 83 08	1.431 05	848 83	1.004 39	1.853 22
	Moutfort-Medingen.	241 86 20	8.023 86	3.886 04	5.631 58	9.517 62
	Oetrange	7 10 30	303 07	114 12	212 71	326 83
Hespérange	Alzingen	37 98 70	748 04	610 34	525 01	1.135 35
	Fentingen	58 20 70	1.715 04	935 21	1.203 71	2.138 92
	Hespérange	56 86 55	1.547 89	913 66	1.086 39	2.000 05
	Itzig	180 81 08	5.132 75	2.905 09	3.602 44	6.507 53

1	2	3	4	5	6	7
Niederanven	Ernster	77 14 50	1.402 69	1.239 49	984 48	2.223 97
	Oberanven	70 33 60	1.523 96	1.130 09	1.069 60	2.199 69
	Niederanven	154 76 40	3.630 77	2.486 60	2.547 78	5.034 38
	Senningen	63 88 27	2.658 88	1.026 40	1.866 15	2.892 55
Sandweiler Schuttrange	Sandweiler	207 22 11	6.219 50	3.329 43	4.365 18	7.694 61
	Munsbach-Uber- syren	96 10 30	1.799 92	1.544 09	1.263 28	2.807 37
	Munsbach-Uber- syren-Schuttr.	47 78 70	1.451 54	767 79	1.018 77	1.786 56
Steinsel	Schuttrange	69 43 60	1.899 75	1.115 63	1.333 35	2.448 98
	Heisdorf	31 10 55	707 19	499 77	496 34	996 11
	Steinsel	370 36 12	299 22	5.950 60	7.930 40	13.881 00
Strassen Walferdange	Strassen	408 25 00	12.869 09	6.559 36	9.032 22	15.591 58
	Bereldange	50 71 10	1.830 73	814 77	1.284 91	2.099 68
	Helmsange	112 02 00	2.338 68	1.799 83	1.641 41	3.441 24
	Walferdange	43 84 02	1.193 41	704 38	837 60	1.541 98
Weiler-la-Tour.	Hassel	84 15 90	2.597 83	1.352 18	1.823 30	3.175 48
	id. la fabr.	6.87 50	206 25	110 46	144 76	255 22
	Syren	39 83 00	1.215 21	639 95	852 90	1.492 85
	Weiler-la-Tour	12 30 70	369 21	197 74	259 13	456 87
	Totaux	2.885 58 43	80.709 82	46.362 76	56.646 51	103.009 27
<i>Mersch.</i>						
Berg.	Berg	54 13 90	1.713 78	869 85	1.202 82	2.072 67
	Colmar	31 88 00	999 07	512 22	701 20	1.213 42
Bissen.	Bissen	516 00 05	11.114 69	8.290 59	7.800 89	16.091 48
	Boëvange/Att.	132 03 60	2.806 24	2.121 44	1.969 57	4.091 01
Fischbach.	Brouch	69 43 07	1.552 80	1.115 54	1.089 84	2.205 38
	Buschdorf	68 72 1	1.449 19	1.104 15	1.017 12	2.121 27
	Fischbach/Köding. .	248 56 00	4.382 50	3.993 62	3.075 88	7.069 50
Heffingen.	Schoos	57 07 45	960 17	917 02	673 90	1.590 92
	Heffingen	69 26 30	1.143 81	1.112 85	802 79	1.915 64
Larochette.	Reuland	45 19 90	924 73	726 21	649 03	1.375 24
	Larochette	52 01 62	966 45	835 75	678 31	1.514 06
	Ernzen	39 04 97	681 06	627 41	478 00	1.105 41
	Larochette la fabr..	0 15 50	1 86	2 49	1 31	3 80
Lintgen. Lorentzweiler.	Meysembourg	38 59 90	657 25	620 17	461 29	1.081 46
	Lintgen	348 74 40	6.540 75	5.603 28	4.590 65	10.193 93
	Lorentzweiler	81 61 20	2.038 32	1.311 26	1.430 60	2.741 86
Lorentzweiler.	Blascheid	65 20 70	1.402 89	1.047 68	984 62	2.032 30
	Bofferd./Helmd. ...	138 73 40	2.568 41	2.229 04	1.802 65	4.031 69
	Hunsdorf	64 05 41	1.387 80	1.029 16	974 03	2.003 19

1	2	3	4	5	6	7
Mersch.	Beringen	159 46 70	3.619 39	2.562 16	2.540 28	5.102 44
	Mersch	483 69 12	12.974 77	7.771 49	9.106 37	16.877 86
	Mœsdorf	206 52 10	5.268 04	3.318 18	3.697 39	7.015 57
	Reckange	133 82 80	4.317 82	2.150 22	3.030 48	5.180 70
	Rollingen	190 07 06	5.521 54	3.053 87	3.875 31	6.929 18
Nommern.	Schœnfels	20 89 10	662 75	335 66	465 15	800 81
	CruChten	47 04 17	738 20	755 82	518 11	1.273 93
	Nommern	144 82 35	2.012 42	2.326 88	1.412 43	3.739 31
	Id. le douaire	3 24 02	45 6	52 06	32 01	84 07
	Oberglabach	56 20 21	913 21	903 00	640 94	1.543 94
Tuntange	Schrandweiler	136 51 80	1.986 28	2.193 44	1.394 08	3.587 52
	Hollenfels	66 96 30	1.504 18	1.075 90	1.055 72	2.131 62
	Tuntange	152 42 70	2.876 02	2.449 05	2.018 55	4.467 60
	Totaux	3.922 15 95	85.732 00	63.017 46	60.171 32	123.188 78

District de Diekirch.

<i>Clervaux.</i>						
Asselborn.	Asselborn la cure .	1 81 20	14 50	29 11	10 18	39 29
	Boxhorn	0 05 35	0 66	0 86	0 46	1 32
Boevange (Clerv.)	Dœnnange la fabr.	5 10 15	90 52	81 97	63 53	145 50
	Troine	1 76 50	29 03	28 36	20 37	48 73
Clervaux.	Boevange	0 36 60	2 25	5 88	1 58	7 46
	Clervaux	13 33 15	264 53	214 20	185 66	399 86
	Clervaux la fabr. par la chap. de Reuler	0 87 30	22 70	14 03	15 93	29 96
	Reuler	0 15 70	2 67	2 52	1 87	4 39
	Weicherd. le douaire	0 40 40	7 96	6 49	5 59	12 08
Consthum.	Weicherdg. la fabr.	3 87 80	79 91	62 31	56 09	118 40
	Consthum la fabr. .	14 01 90	130 38	225 24	91 51	316 75
	Holzthum la fabr. .	0 81 50	16 71	13 09	11 73	24 82
Hachiville.	Hachiville	3 08 60	27 65	49 58	19 41	68 99
	Hachiville la fabr. .	6 58 50	40 50	105 80	28 43	134 23
Heinerscheid.	Heinerscheid	2 24 40	17 96	36 05	12 61	48 66
	Heinerscheid la fabr.	1 85 10	39 16	29 74	27 48	57 22
	Fischbach la chap..	1 22 90	25 78	19 75	18 09	37 84
	Hupperdange	111 02 30	1.223 68	1.783 81	858 84	2.642 65
	id. la fabr.	0 25 70	2 06	4 13	1 45	5 58
Munshausen.	Grindhausen	0 63 80	91	10 25	1 34	11 59
	Kalbhorn	1 57 60	8 12	25 32	5 70	31 02
	Drauffelt	4 58 00	16 14	73 59	11 33	84 92
	Munshausen	0 04 00	0 68	0 64	0 48	1 12

1	2	3	4	5	6	7
Hosingen.	Untereisenbach, la f.	1 26 50	32 52	20 32	22 82	43 14
	Neidhausen	0 27 60	2 21	4 43	1 55	5 98
	Dorscheid la chap..	0 69 90	5 59	11 23	3 92	15 15
	Rodershausen la f..	0 24 40	3 90	3 92	2 74	6 66
	Hosingen	275 72 80	5.053 35	4 430 13	3.546 71	7.976 84
Troisvierges.	id. la fabr.	1 65 80	24 84	26 64	17 43	44 07
	Bas-Bellain la fabr.	19 71 70	170 71	316 80	119 81	436 61
	Haut-Bellain	9 00 30	121 16	144 65	85 04	229 69
	id. la chap.	6 67 20	72 96	107 20	51 20	158 40
Weiswampach.	Wilwerdange la f..	34 41 10	229 88	552 88	161 34	714 22
	Holler	1 63 13	13 45	26 21	9 44	35 65
	Weiswampach	44 23 35	709 32	710 71	497 84	1.208 55
	Totaux	571 22 23	8.505 35	9.177 84	5.969 50	15.147 34
<i>Diekirch.</i>						
Bastendorf.	Bastendorf	202.90 20	6.041 01	3.260 03	4.239 91	7.499 94
	id. la fabr.	4 91 10	150 08	78 91	105 33	184 24
	Brandenbourg	14 68 70	135 68	235 98	95 23	331 21
	id. la fabr.	31 43 15	681 11	505 01	478 04	983 05
	Tandel	25 38 90	635 44	407 93	445 97	853 90
Bettendorf.	id. la fabr.	0 59 80	15 15	9 61	10 63	20 24
	Bettendorf	101 93 60	2.595 67	1.637 81	1.821 78	3.459 59
	Gilsdorf	118 98 70	1.966 15	1.911 77	1.379 95	3.291 72
	Mœstroff	30 15 00	621 55	484 42	436 24	920 66
Bourscheid.	Bourscheid	0 78 70	7 87	12 64	5 56	18 20
	id. la fabr.	2 20 30	57 03	35 40	40 03	75 43
	Kehmen la fabr....	0 98 70	19 70	15 86	13 83	29 69
	Michelau	1 61 20	0 04	25 90	6 34	32 24
	id. la fabr.	0 31 20	8 89	5 01	6 24	11 25
	Welscheid la cure..	1 31 80	18 40	21 18	12 91	34 09
	id. la fabr.	2 35 00	35 98	37 76	25 25	63 01
	Scheidel la fabr. ..	0 79 60	27 06	12 79	18 99	31 78
	Scheidel	0 62 50	18 43	10 04	12 94	22 98
	Schlindermander- scheid	0 49 50	16 83	7 95	11 81	19 76
Diekirch.	Diekirch	384 68 20	14.185 97	6.180 70	9.956 48	16.137 18
	id. la fabr.	1 07 40	26 38	17 26	18 66	35 92
Ermsdorf	Eppeldorf	24 46 60	298 94	393 10	209 81	602 91
	id. la fabr.	5 97 10	123 11	95 94	86 41	182 35
	id. l'école	4 86 40	48 64	78 15	34 14	112 29
	Ermsdorf	58 27 10	1.047 39	936 24	735 11	1.671 35
	id. la fabr.	0 04 30	0 52	0 69	0 36	1 05
	Folkendange	47 97 70	861 89	770 85	604 92	1.375 77
	id. la fabr.	0 18 30	2 20	2 94	1 54	4 48
Stegen	167 57 56	3.262 71	2.692 44	2.289 95	4.982 39	

1	2	3	4	5	6	7
Erpeldange.	Erpeldange	0 80 50	24 15	12 93	16 95	29 88
	Ingeldorf	67 87 60	1.809 14	1.090 57	1.269 75	2.360 32
	Burden la fabr. ...	41.14 18	1.220 34	661 03	856 50	1.517 53
	Erpeldange la fabr.	0 45 10	5 41	7 25	3 80	11 05
Ettelbruck.	Ettelbruck	269 83 20	6.551 01	4.335.40	4.597 85	8.933 25
	Grenzigen	2 36 00	65 62	37 92	46 06	83 98
	Warken	0 53 00	19 61	8 52	13 76	22 28
Feulen.	Niederfeulen	1 42 90	19 07	22 96	13 38	36 34
	Ober- et Niederfeulen	3 17 35	71 26	50 90	50 01	101 00
	Oberfeulen	1 73 40	24 28	27 86	17 04	44 90
Hoscheid.	Feulen, la fabr. ...	7 25 00	200 31	116 49	140 59	257 08
	Hoscheid	2 83 02	12 99	45 47	9 12	54 59
	id. la fabrique..	8 31 90	81 54	133 66	57 23	190 89
Mederrlach.	Medernach	375 80 60	8.576 08	6.038 08	6.019 16	12.057 24
Mertzig.	Mertzig	92 72 10	2.094 23	1.489 70	1.469 84	2.959 54
Reisdorf.	Bigelbach	53 96 00	1.181 15	866 98	828 99	1.695 97
	Reisdorf	170 55 32	2.777 67	2.740 28	1.949 52	4.689 80
	Hœsdorf	66 11 10	1.582 10	1.062 21	1.110 40	2.172 61
Schieren.	Schieren	308 88 74	6.470 13	4.962 90	4.541 09	9.503 99
	id. la fabrique ..	3 34 40	74 08	53 73	51 99	105 72
	Totaux	2.716 69 72	65.779 19	43.649 24	46.167 39	89.816 63
<i>Rédange.</i>						
Arsdorf.	Arsdorf	25 61 60	573 24	411 57	402 33	813 90
	id. la fabrique..	0 78 40	13 33	12 60	9 36	21 96
	Bilsdorf	7 25 40	186 67	116 55	131 02	247 57
Beckerich.	Beckerich	51 34 75	984 82	825 00	691 20	1.516 20
	Elvange-Hovelange.	108 29 00	2.540 51	1.739 90	1.783 07	3.522 97
	Nœrdange	16 08 70	242 41	258 47	170 14	428 61
	Oberpallen, la fabr. .	0 65 90	22 41	10 59	15 73	26 32
Bettborn.	Schweich	92 04 70	2.303 36	1.478 92	1.616 62	3.095 54
	Bettborn, la fabr. ..	0 30 30	2 42	4 87	1 70	6 57
	Pratz	162 26 80	2.069 50	2.607 16	1.452 49	4.059 65
Bigonville.	Reimberg	71 79 50	949 09	1.153 53	666 12	1.819 65
	Bigonville	174 33 90	1.619 40	2.801 11	1.838 44	4.639 55
	id. la fabrique ..	6 98 20	152 35	112 18	106 93	219 19
Ell.	Ell	56 73 00	1.141 08	911 48	800 87	1.712 35
	id. la fabrique ..	5 07 70	137 62	81 57	96 59	178 16
	Petit -Nobressart ...	39 55 30	826 21	635 50	579 88	1.215 38
	id. la fabrique..	0 56 90	4 55	9 14	3 19	12 33
Folschette.	Roodt	74 99 04	1.416 81	1.204 87	994 39	2.199 26
	id. la fabrique ..	4 24 50	98 98	68 20	18 94	87 14
	Folschette	59 14 90	1.051 08	950 35	737 70	1.688 05
	id. la fabrique ..	0 60 90	3 85	9 78	2 70	12 48

1	2	3	4	5	6	7
	Hostert	67 83 30	1.508 39	1.089 87	1.058 69	2.148 56
	id. la chapelle ...	0 40 30	9 11	6 48	6 39	12 87
	id. la cure	0 02 20	0 04	0 35	0 03	0 38
	Rambrouch-Schwie- delbrouch	92 48 04	1.763 98	1.485 88	1.238 06	2.723 94
	Rambrouch, la fabr.	0 75 00	16 75	12 05	11 76	23 81
Grosbous.	Dellen	1 07 70	16 21	17 30	11 38	28 68
	id. la chapelle .	0 53 90	13 12	8 66	9 21	17 87
	Grosbous	152 96 40	3.012 43	2.457 68	2.114 29	4.571 97
	id. fa fabrique .	0 47 00	121 34	152 15	85 16	237 31
	id. le bur. de bienf..	0 98 70	19 54	15 86	13 71	29 57
Perl�.	Perl�	156 20 40	3.316 72	2.509 73	2.327 85	4.837 58
	id. la fabrique ..	0 46 90	11 26	7 54	7 91	15 45
	Holtz	135 95 90	2.398 45	2.184 46	1.683 36	3.867 82
	id. la fabrique ..	3 71 80	46 94	59 74	32 95	92 69
Rédange.	Nagem, la fabrique.	1 68 20	23 38	27 02	16 41	43 43
	Niederpallen	31 37 00	441 99	504 02	310 21	814 23
	Ospern, la fabrique	3 84 23	113 25	61 73	79 48	141 21
	Rédange	102 07 20	2.615 06	1.639 99	1.835 39	3.475 38
	Reichlange	12 26 14	387 61	197 04	272 05	469 09
Saeul.	Calmus	82 20 00	2.351 17	1.320 71	1.650 18	2.970 89
	Ehner	3 44 20	121 39	55 30	85 20	140 50
	Saeul	121 82 83	3.865 67	1.957 42	2.713 14	4.670 56
	Schwebach	29 09 80	726 96	467 52	510 22	977 74
Useldange.	Everlange	24 34 10	606 96	391 09	426 00	817 09
	Rippweiler	35 47 60	934 88	569 99	656 15	1.226 14
Vichten.	Michelbouch, la fab..	3 59 70	113 95	57 79	79 98	137 77
	id. la fondation.	4 03 50	106 21	64 83	74 54	139 37
	Vichten	0 47 80	16 73	7 68	11 74	19 42
	id. la fabrique..	0 97 90	30 71	15 73	21 55	37 28
	id. le bur. de bienf..	0 27 70	6 37	4 45	4 47	8 92
Wahl.	Buschrodt	121 69 90	2.643 50	1.955 34	1.855 30	3.810 64
	Grevels	0 09 50	0 95	1 53	0 67	2 20
	Grevels-Rindschlei- den, la fabrique .	1 34 30	24 29	21 58	17 05	38 63
	Rindschleiden, la cure	1 24 50	9 81	20 00	6 89	26 89
	Wahl	42 77 80	1.261 33	687 32	885 27	1.572 59
	Kuborn, l'�cole ...	0 53 10	10 08	8 53	7 07	15 60
	Totaux	2.206 23 93	45.934 22	35.447 70	32.239 12	67.686 82
<i>Vianden.</i>						
Fouhren.	Bettel	66 37 10	1.881 19	1.066 38	1.320 32	2.386 70
	Fouhren	35 42 80	1.015 28	569 22	712 58	1.281 80

1	2	3	4	5	6	7
Putscheid.	Bivels	4 66 40	9 33	74 94	6 56	81 50
	Merscheid, la fabr..	1 82 50	17 71	29 32	12 43	41 75
	Putscheid	0 41 80	0 84	6 72	0 59	7 31
Vianden.	Vianden	294 53 70	4.875 95	4.732 33	3.422 20	8.154 53
	id. la fabrique..	10 67 26	253 99	171 48	178 26	349 74
	Totaux	413 91 56	8.054 29	6.650 39	5.652 94	12.303 33
<i>Wiltz .</i>						
Boulaide.	Baschleiden	44 65 80	837 56	713 61	585 02	1.298 63
	Boulaide	12 03 15	88 81	192 26	62 03	254 29
	Surré	61 61 00	858 19	1.000 48	599 43	1.599 91
Esch-s.-Sûre.	id. le douaire ..	3 42 50	57 11	54 73	39 89	94 62
	Esch-s.-Sûre	2 42 70	97 09	38 78	67 82	106 60
Gœsdorf.	id. la fabrique.	0 14 50	1 16	2 32	0 81	3 13
	Gœsdorf	0 22 50	1 79	3 60	1 25	4 85
Gœsdorf.	id. la fabrique..	5 98 60	101 91	95 65	71 18	166 83
	id. le bur. de bienf..	0 48 50	13 17	7 75	9 20	16 95
	Nocher, la chapelle.	3 73 53	53 60	59 69	37 44	97 13
	id. le bur. de bienf..	0 54 40	11 69	8 69	8 17	16 86
	Buderscheid	0 12 90	1 23	2 06	0 86	2 29
	id. la fabrique..	3 39 00	70 02	54 17	48 91	103 08
Harlange.	Harlange	285 53 53	4.058 01	4.562 72	2.834 45	7.397 17
	id. la fabrique ..	0 52 60	7 62	8 40	32	13 72
	id. le douaire ..	1 52 10	24 11	24 30	16 84	41 14
	Tarchamps, la cure.	7 48 80	116 98	119 65	81 71	201 36
Heiderscheid.	id. la fabrique..	10 25 13	114 88	163 81	101 20	265 01
	Heiderscheid	0 40 90	1 54	6 54	1 08	7 62
	id. l'église	1 09 30	25 39	17 47	17 66	35 13
	Merscheid, la fabr..	1 19 00.	9 52	19 02	6 65	25 67
	Tadler, la chapelle .	10 87 00	240 20	173 70	167 78	341 48
Kautenbach.	Kautenbach, la fab.	33 76 90	526 36	539 61	367 65	907 26
	id. l'école	2 91 00	46 86	46 50	32 73	79 23
	Merkholtz, la fabr..	9 10 60	114 32	145 51	79 85	225 36
Mecher.	Bavigne	0 67 00	8 38	10 71	5 85	16 56
	id. la fabrique .	1 24 80	24 08	19 94	16 82	36 76
	Dunkrodt, la fabr. .	0 36 80	6 25	5 88	4 37	10 25
	Kaundorf	0 27 20	4 62	4 35	3 23	7 58
	id. la fabrique..	12 59 45	196 74	201 25	137 42	338 67
	Liefrange	0 40 70	2 85	6 50	1 99	8 49
	id. la chapelle ..	0 65 70	7 15	10 50	4 99	15 49
Mecher, la fabrique	5 57 52	131 05	89 09	91 54	180 63	
Neunhausen.	Insenborn	0 27 50	4 71	4 39	3 29	7 68

1	2	3	4	5	6	7
Oberwampach.	Brachtenbach, la fab.	5 19 40	96 66	83 00	67 52	150 52
	Derenbach	0 74 80	5 31	11 95	3 71	15 66
	Oberwampach, la cure	0 97 50	7 20	15 58	5 03	20 61
	Niederwampach....	2 32 60	6 98	37 17	4 88	42 05
Wiltz.	Roullingen	0 21 00	5 04	3 36	3 50	6 86
	Niederwiltz, la fabr..	0 90 00	21 60	14 38	15 09	29 47
	Wiltz	288 57 56	8.050 62	4.611 31	5.623 22	10.234 53
	id. l'hospice civil	5 74 22	82 95	91 76	57 94	149 70
Wilwerwiltz.	Wiltz, la fabrique .	2 01 50	32 99	32 20	23 04	55 24
	Encherange, la chap.	0 38 00	6 46	6 07	4 51	10 58
	Wilwerwiltz	0 33 60	1 56	5 37	1 09	6 46
	id. la chapelle .	0 69 30	13 69	11 07	9 56	20 63
Winseler.	Nœrtrange, la fabr..	14 50 70	251 88	231 82	175 93	407 75
	Doncols	0 79 40	2 38	12 69	1 66	14 35
	Ettelbruck, le bur. de bienfaisance ..	0 14 30	3 00	2 29	2 10	4 39
	Winseler, la chap. .	15 90 90	290 14	254 22	202 66	456 88
	Totaux	865 97 39	16.772 31	13.837 87	11.715 87	25.553 74

District de Grevenmacher

<i>Echternach.</i>						
Beaufort.	Beaufort	282 25 19	4.808 72	4.534 95	3.375 02	7.909 97
	Dillingen	62 01 73	1.477 67	966 43	1.037 11	2.033 54
Bech.	Bech	208 06 20	4.119 43	3.342 94	2.891 24	6.234 18
	Hemstal-Zittig	38 19 30	715 46	613 65	502 15	1.115 80
	Hemstal, le douaire..	7 85 50	65 57	126 21	46 02	172 23
	Hersberg-Altrier ...	73 17 60	1.563 40	1.175 72	1.097 28	2.273 00
	Rippig	23 91 80	668 04	384 29	468 87	853 16
Berdorf.	Berdorf	641 64 84	11.114 19	10.309 38	7.800 54	18.109 92
Consdorf.	Breidweiler.....	133 32 80	2.036 38	2.142 18	1.429 24	3.571 42
	Colbette	2 29 10	57 27	36 81	40 20	77 01
	Consdorf	386 99 20	6.534 00	6.217 81	4.585 91	10.803 72
	Scheidgen	91 64 50	1.622 83	1.472 46	1.138 99	2.611 45
Echternach.	Echternach	605 44 45	11.855 51	9.727 69	8.320 84	18.048 53
	id. la fabrique ..	1 09 25	31 50	17 55	22 11	39 66
	id. l'hospice ...	93 37 85	2.066 35	1.500 31	1.450 28	2.950 59
Mompach.	Born	49 06 10	1.052 16	788 26	738 46	1.526 72
	Herborn	392 15 80	5.128 26	6.300 84	3.599 29	9.900 13
	Muersdorf	71 88 54	1.019 27	1.154 98	715 38	1.870 36
	Mompach	115 91 70	1.430 33	1.862 44	1.003 88	2.866 32
Rosport.	Dickweiler	84 92 41	1.272 10	1.364 48	892 83	2.257 31
	Girst	43 43 00	618 50	697 79	434 10	1.131 89
	Hinkel	41 56 30	483 49	667 79	339 34	1.007 13

1	2	3	4	5	6	7
Waldbillig.	Osweiler	168 64 60	3.074 52	2.709 64	2.157 86	4.867 50
	Rosport	146 14 30	1.941 91	2.348 08	1.362 94	3.711 02
	Steinheim	84 84 00	2.135 86	1.363 13	1.499 06	2.862 19
	Christnach	81 78 08	1.545 78	1.313 97	1.084 90	2.398 87
	Haller	32 46 00	600 14	521 54	421 20	942 74
	Mullerthal	8 32 40	141 75	133 74	99 49	233 23
	Waldbillig	51 89 90	972 95	833 86	682 87	1.516 73
	Totaux	4.024 32 44	70.153 34	64.658 92	49.237 40	113.896 32
<i>Grevenmacher.</i>						
Betzdorf.	Berg	169 70 90	2.112 48	2.726 72	1.482 65	4.209 37
	Betzdorf	100 85 50	1.470 50	1.620 44	1.032 08	2.652 52
	Mensdorf	171 13 30	3.842 10	2.749 60	2.696 59	5.446 19
	Olingen	228 36 15	5.167 51	3.669 09	3.626 84	7.295 93
	Roodt-s.-Syr	77 66 30	1.477 80	1.247 81	1.037 20	2.285 01
Biwer.	Biwer	187 19 00	2.163 06	3.007 59	1.518 15	4.525 74
	Boudler	54 86 77	614 14	881 56	431 04	1.312 60
	Brouch	4 19 70	130 11	67 43	91 32	158 75
	Hagelsdorf	67 34 66	912 66	1.082 06	640 55	1.722 61
	Wecker	100 14 00	1.002 63	1.608 95	703 70	2.312 65
	Weidig	9 22 00	112 48	148 14	78 94	227.08
Flaxweiler.	Beyren	48 24 52	1.632 74	775 16	1.145 95	1.921 11
	Flaxweiler	236 70 60	6.803 21	3.803 16	4.774 86	8.578 02
	Gostingen	177 22 60	3.212 79	2.847 49	2.254 91	5.102 40
	Oberdonven	147 21 90	3.405 48	2.365 37	2.390 15	4.755 52
	Niederdonven	47 24 60	661 39	759 10	464 27	1.223 37
Grevenmacher. Junglinster.	Grevenmacher	670 56 20	5.847 46	10.773 94	4.104 06	14.878 00
	Junglinster	0 17 80	8 54	2 86	5 99	8 85
	Bourglinster	29 58 29	568 02	475 31	398 67	873 98
	Eisenborn	66 19 20	1.832 76	1.063 51	1.286 33	2.349 84
Manternach.	Berbourg	89 77 20	1.258 41	1.442 37	883 22	2.325 59
	Lellig	114 45 70	1.100 24	1.838 98	772 21	2.611 19
	Manternach	107 69 97	1.055 06	1.730 41	740 50	2.470 91
	Munschecker	33 19 65	305 57	533 37	214 47	747 84
Mertert.	Mertert	231 82 20	3.347 51	3.724 69	2.349 46	6.074 15
	Wasserbillig	71 75 20	932 78	1.152 84	654 68	1.807 52
Rodembourg.	Beidweiler	97 37 10	1.682 49	1.564 46	1.180 86	2.745 32
	Eschweiler	105 48 50	2.215 18	1.694 84	1.554 73	3.249 57
	Gonderange	0 59 50	8 25	9 56	5 79	15 35
	Rodembourg	82 92 00	1.389 32	1.332 28	975 03	2.307 31
Wormeldange.	Ahn	139 96 60	2.360 73	2.248 84	1.656 89	3.905 73
	Ehnen	80 67 17	2.487 37	1.296 15	1.745 77	3.041 92
	Machtum	35 29 55	779 71	567 09	547 24	1.114 33
	Wormeldange	170 60 10	3.754 66	2.741 05	2.635 22	5.376 27
	Totaux	3955 44 43	65.655 14	63.552 22	46.080 32	109.632 54

1	2	3	4	5	6	7
<i>Remich.</i>						
Bous.	Bous	109 46 80	1.565 39	1.758 83	1.098 68	2.857 51
	Erpeldange	69 88 40	1.789 80	1.122 83	1.256 18	2.379 01
	Rolling-Assel	63 27 70	1.733 32	1.016 67	1.216 54	2.233 21
Burmerange.	Elvange	59 86 80	1.829 82	961 90	1.284 27	2.246 17
Dalheim.	Dalheim	225 51 20	9.869 68	3.623 31	6.927 07	10.550 38
	id. la fabrique..	0 79 00	42 00	12 69	29 48	42 17
	Filsdorf	86 05 10	3.798 68	1.382 58	2.666 12	4.048 70
	Welfrange	76 06 60	3.842 45	1.222 15	2.696 84	3.918 99
Lenningen.	Canach	338 23 81	5.626 46	5.434 48	3.948 95	9.383 43
	Lenningen	152 47 10	2.135 22	2.449 76	1.498 61	3.948 37
Mondorf.	Altwies	20 82 90	526 38	334 66	369 44	704 10
	Ellange	29 48 60	919 42	473 75	645 30	1.119 05
	id. la fabrique..	3 50 30	58 94	56 28	41 37	97 65
	Mondorf	47 94 30	1.067883	770 30	749 46	1.519 76
Remerschen.	Remerschen	95 57 60	1.291 48	1.535 62	906 43	2.442 05
	Schengen	61 05 20	1.046 73	980 92	734 65	1.715 57
	Wintrange	86 51 70	2.401 49	1.390 07	1.685 50	3.075 57
Remich.	Remich	117 94 90	3.163 51	1.895 09	2.220 32	4.115 41
Stadtbredimus.	Greiveldange	151 97 00	1.624 81	2.441 72	1.140 38	3.582 10
	Stadtbredimus	168 32 30	2.212 92	2.704 45	1.553 15	4.257 60
Waldbredimus.	Ersange et consorts	82 29 43	2.716 00	1.322 22	1.906 22	3.228 44
Wellenstein.	Bech-Kleinmacher .	26 50 75	418 36	425 90	293 63	719 53
	Schwebsingen	34 32 70	833 06	551 53	584 69	1.136 22
	Wellenstein	106 49 50	2.714 78	1.711 06	1.905 44	3.616 50
	Totaux	2.214 39 69	53.228 62	35.578 77	37.358 72	72.937 49

RÉCAPITULATION.

Luxembourg-Ville	806 83 03	20.319 79	12.963 36	14.261 53	27.224 89	
Capellen	3.168 94 50	95.342 52	50.915 60	66.916 53	117.832 13	
Esch-s.-Alzette	2.368 42 08	63.032 71	38.053 48	44.239 76	82.293 24	
Luxembourg	2.885 58 43	80.709 82	46.362 76	56.646 51	103.009 27	
Mersch	3.922 15 95	85.732 00	63.017 46	60.171 32	123.188 78	
Clervaux	571 22 23	8.505 35	9.177 84	5.969 50	15.147 34	
Diekirch	2.716 69 72	65.779 19	43.649 24	46.167 39	89.816 63	
Rédange	2.206 23 93	45.934 22	35.447 70	32.239 12	67.686 82	
Vianden	413 91 56	8.054 29	6.650 39	5.652 94	12.303 33	
Wiltz	865 97 39	16.773 31	13.837 87	11.715 87	25.553 74	
Echternach	4.024 32 44	70.153 34	64.658 92	49.237 40	113.896 32	
Grevenmacher	3.955 44 43	65.655 14	63.552 22	46.080 32	109.632 54	
Remich	2.214 39 69	53.228 62	35.578 77	37.358 72	72.937 49	
		30.120 15 38	679.220 30	483.865 61	476.656 91	960.522 52
Domaines de l'Etat		2.345 26 23	63.959 30	37.681 39	44.890 09	82.571 48
	Totaux ...	32.465 41 61	743.179 60	521 547 00	521 547 00	1043.09400

Avis. — Sociétés de secours mutuels. — Par arrêté de Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale en date du 5 avril 1951, les modifications ci-après apportées aux statuts de la société de secours mutuels « Eisenbahn-Fahrpersonal Unterstützungsverein » de Luxembourg ont été approuvées.

Texte des modifications

Art. 4. Wirkliche Mitglieder können allé im Fahrdienst der Eisenbahnen beschäftigten Beamten und Hilfsbeamten *sowie ihre Ehefrauen* werden, insofern sie körperlich gesund sind und die Verpflichtung, sich gegenwärtigem Statut zu fügen, unterschrieben haben und demgemäß an den Vorteilen des Vereins teilnehmen.

Art. 6. Die Aufnahme des Mannes gilt auch für dessen Ehefrau. Beide bezahlen die festgesetzten Beiträge, jedoch nur einmal Aufnahmegebühr.

Art. 11. Der Ausschluß des Mannes gilt auch für dessen Ehefrau, es sei denn, daß letztere mündlich oder schriftlich beim Vorstand wünscht, Mitglied zu bleiben.

Art. 22. Als Aufnahmegebühr sind 5 Franken zu entrichten.

Art. 23. Der Mitgliedsbeitrag für neu aufzunehmende Mitglieder beträgt 25 Franken pro Jahr.

Der Mitgliedsbeitrag der bisherigen Mitglieder richtet sich nach ihrem Lebensalter ab 1. Januar 1951 (pro Jahr).

Er beträgt bis zum Alter vom begonnenen 35. Lebensjahr	.....	25 Fr.
Vom begonnenen 36. bis zum vollendeten 40. Lebensjahr	.....	30 »
» » 41. » » » 50. »	.....	35 »
» » 51. » » » 60. »	.....	40 »
» » 61. » » » 70. »	.....	50 »
» » 71. Lebensjahr beträgt der Beitrag	.....	60 »

Art. 24. Beim Tode eines Mitglieds erhalten die bezugsberechtigten Familienmitglieder 1.000 Franken zur Bestreitung der Begräbniskosten. (Der Schluß des Artikels 24 bleibt unverändert.)

Art. 26. Wenn über 4.000 *Franken* Vereinsgelder sich in der Kasse befinden, so ist der Überschuß... (Rest des Art. 26 bleibt unverändert.)

Art. 28. Jeder Antrag auf Abänderung des Statuts muß dem Vorstand unterbreitet werden. Eine Statutenänderung ist nur durch eine Generalversammlung zulässig, welche mindestens einen Monat voraus eigens zu diesem Zweck... (Rest des Art. 28 bleibt unverändert.)

Art. 29. Der Verein kann sich eigenmächtig nur bei erwiesener Unzulänglichkeit seiner Mittel auflösen. Die Auflösung kann nur in einer eigens zu diesem Zwecke, wenigstens drei Monate im Voraus durch Einzelbriefe... (Der Rest des Art. 29 bleibt unverändert.)

Avis. — Sociétés de secours mutuels. — Par arrêté de Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale en date du 4 avril 1951, les modifications apportées à partir du 1^{er} janvier 1951 aux articles 18 et 19, al. 1^{er} des statuts de la société de secours mutuels « Unabhängige Trambahner-Vereinigung, Sterbe- und Unterstützungskasse der Stadt Luxemburg » par décision de son assemblée générale du 21.2.1950 ont été approuvées.

Texte des modifications

Art. 18. Neu eintretende Mitglieder zahlen eine Aufnahmegebühr von 20,— Fr. Die Quittung hierüber ist zugleich Aufnahmeurkunde in den Verein.

Sämtliche wirkliche Mitglieder des Vereins, Mann wie Frau, zahlen einen monatlichen Beitrag von 10,— Franken.

Art. 19. Abschnitt 1. Das bei dem Tode eines Mitgliedes an die Hinterbliebenen zu zahlende Sterbegeld beträgt 4000,— Franken.

Avis. — Sociétés de secours mutuels. — Par arrêté de Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale en date du 6 avril 1951 les modifications apportées aux articles 11, 21, 23, 24, 28 et 29 des statuts de la société de secours mutuels « Sterbekassenverein der Zollbeamten » du Grand-Duché de Luxembourg par décision de son assemblée générale du 19 octobre 1950, ont été approuvées avec effet aux dates sous-indiquées.

Texte des modifications :

1. *Modification devant sortir ses effets le 1^{er} janvier 1948.*

Art. 11. Die Mitglieder des Verwaltungsrates üben ihr Mandat unentgeltlich aus. Dem Kassierer sowie dem Sekretär kann jedoch durch Beschluß der Generalversammlung eine angemessene Entschädigung für ihre Arbeit bewilligt werden, ohne daß diese den Betrag von je 2500 Franken pro Jahr übersteigen darf.

2. *Modifications devant sortir leurs effets le 1^{er} janvier 1951.*

Art. 21. Beamte, die dem Verein erst nach ihrer Aufnahme in die Zollverwaltung beitreten, sind verpflichtet, die fortlaufenden Beiträge vom Tage ihres Eintritts in die Verwaltung zu zahlen.

Ist die Ernennung jedoch an einem anderen Tage als am 1. des Monats in Kraft getreten, so ist der Beitrag vom 1. des künftigen Monats ab geschuldet.

Bei der Aufnahme der Ehefrau als Mitglied des Vereins ist der in Art. 19 für verheiratete Beamten festgesetzte Beitrag stets vom 1. des Monats zu zahlen, der auf die Verheiratung folgt.

Art. 23. Die Beiträge der im Dienst stehenden Beamten werden von den Gehältern einbehalten und von der Hauptzollkasse an den Vereinskassierer gegen Quittung abgeliefert.

Die anderen Vereinsmitglieder zahlen ihre Beiträge bis zum 31. Dezember eines jeden Jahres an den Vereinskassierer eventuell durch Vermittlung der Zolleinnehmer.

Art. 24. Das Sterbegeld ist vom 1. Januar 1951 ab wie folgt festgesetzt:

Für männliche Mitglieder	Fr. 8500
Für weibliche Mitglieder	Fr. 7000

Art. 28. Von den eingezahlten Geldern können insgesamt bis zu 50.000 Franken in der Kasse und auf dem Postscheck verbleiben. Der überschießende Betrag ist entweder bei der Sparkasse, in luxemburgischen Staatsobligationen oder mit Genehmigung der Regierung in Gemeindeobligationen oder anderen öffentlichen inländischen Wertpapieren anzulegen.

Art. 29. Zur Bildung eines Reservefonds werden die Schenkungen und Vermächtnisse, insoweit dieselben unter dieser Bedingung gemacht worden sind, sowie ein Fünftel der im Art. 27 unter 1 und 2 vermerkten Einnahmen herangezogen.

Dieser Fonds ist bis zu einem Betrage von 50.000 Franken unveräußerlich und darf auch bei einem höheren Betrage nur mit Genehmigung der Generalversammlung angegriffen werden.

Avis. — Société de secours mutuels. — Par arrêté de Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale en date du 5 avril 1951, les statuts modifiés de la société de secours mutuels « Arbeiterunterstützungsverein » de Kayl ont été approuvés.

Abgeänderte Statuten des « Arbeiter-Unterstützungsvereins » Kayl.

1. — *Bezeichnung, Sitz und Zweck des Vereins*

Art. 1. Am 1. Januar 1906 ist zu Kayl unter der Benennung « Arbeiter-Unterstützungs-Verein » eine auf Gegenseitigkeit beruhende Hilfskasse errichtet worden, deren Wirkungskreis die Ortschaft Kayl umfaßt.

Der Verein hat den Zweck :

- I. — Seinen kranken oder verwundeten Mitgliedern während der Arbeitsunfähigkeit eine zeitweilige Unterstützung zu gewähren ;
- II. — Beim Tode eines Mitgliedes ein Sterbegeld auszuzahlen.

II. — Zusammensetzung des Vereins

Art. 2. Der Verein besteht aus wirklichen und Ehrenmitgliedern.

Art. 3. Wirkliche Mitglieder sind alle zu Kayl wohnenden Arbeiter, welche sich verpflichten, sich gegenwärtigem Statut zu fügen, und demgemäß an den Vorteilen des Vereins teilnehmen.

Diejenigen Mitglieder, welche die Altersgrenze überschritten haben, oder durch Invalidität arbeitsunfähig sind und wenigstens 15 Jahre dem Verein als *Wirkliches Mitglied* angehörten, zahlen einen Jahresbeitrag von 15 Franken und haben dieselben Rechte wie vordem, jedoch kein Anrecht auf Krankengeld.

Art. 4. *Ehrenmitglieder* sind diejenigen, welche durch ihre Wohltaten, ihre Ratschläge oder Bar-Zeichnungen zum Gedeihen des Vereins beitragen ohne an dessen Unterstützungen teilzunehmen. Sie sind berechtigt, an den Versammlungen teilzunehmen. Sie sind auch stimmberechtigt.

Art. 5. Die Anmeldung zur Aufnahme der wirklichen Mitglieder muß «mündlich» oder «schriftlich» beim Vorstand eingereicht werden.

Die Aufnahme erfolgt in der nächstfolgenden Versammlung durch geheime Abstimmung. Mitglied kann nur derjenige Arbeiter werden, der das achtzehnte Lebensjahr vollendet und das fünfzigste noch nicht überschritten hat.

III. — Pflichten und Rechte der Mitglieder

Art. 6. Alle Aktiv- und Ehrenmitglieder sind stimmberechtigt. Zu Vorstandsmitgliedern sind nur wirkliche Mitglieder wählbar. Jedes Mitglied hat das Recht, Anträge zu stellen und Beschwerde zu führen. Die Anträge, die von den Aktiv- und Ehrenmitgliedern gestellt werden, müssen auf ganz ehrbare Weise vorgetragen werden, andernfalls betreffendes Mitglied gemäß Artikel 9 behandelt wird.

Bei der Aufnahme hat das wirkliche Mitglied ein Eintrittsgeld von 50 Fr. zu entrichten. Dasselbe erhält ein auf seinen Namen ausgestelltes Mitgliedsbuch, in welchem das Aufnahmedatum vermerkt ist und welches die Statuten enthält.

Der Monatsbeitrag der wirklichen Mitglieder beträgt 10 Franken.

Der Jahresbeitrag der Ehrenmitglieder beträgt mindestens 30 Franken.

Art. 7. Verläßt ein Mitglied den Wirkungskreis und hat seine Beiträge bis dato bezahlt, kann es bei seiner Wiederkehr dem Verein wieder beitreten, muß jedoch wieder neu aufgenommen werden.

Art. 8. Die Monatsbeiträge sind spätestens vor Monatsende zahlbar.

Mitglieder, welche über 3 Monate mit ihren Beiträgen im Rückstand sind, gehen des Anrechtes auf Kranken- und Sterbegeld verlustig.

Verläßt ein Mitglied den Verein durch rückständige Beiträge, wird es nicht mehr neu aufgenommen, sondern muß seine Beiträge nachbezahlen.

Art. 9. Mitglieder, die durch unanständiges moralisches Betragen in und außer dem Verein gegen den Anstand verstoßen oder sich den Rechten der Führung widersetzen, oder das Ansehen des Vereins gefährden — werden durch Beschluß der Versammlung aus dem Verein ausgeschlossen.

Art. 10. Durch den Austritt gehen den Austretenden sämtliche Rechte und jeglicher Anspruch am Vereinsvermögen verloren.

Art. 11. Ehrensache und Pflicht eines jeden Mitgliedes ist die Teilnahme an der Beerdigung eines verstorbenen Mitgliedes. Mit Vereinsabzeichen.

Art. 12. Zur Erörterung der Vereins-Angelegenheiten werden jedes Jahr zwei General-Versammlungen einberufen und zwar im Monat Juli und im Januar ; in dringenden Fällen geschieht die Einberufung durch den Schriftführer.

IV. — Vorstand des Vereins.

Art. 13. Der Vorstand, der alljährlich im Monat Januar durch geheime Abstimmung neu gewählt wird, besteht aus folgenden Mitgliedern :

Präsident, Vice-Präsident, Schriftführer, Kassierer und drei Beigeordnete.

Art. 14. Die Wahlen des Vorstandes finden in geheimer Abstimmung mit Stimmenmehrheit statt. Bei Stimmengleichheit entscheidet das Los.

Art. 15. Der Gewählte kann nur durch triftige Gründe die Wahl ablehnen, muß aber bis zur Wahl eines Nachfolgers im Amte bleiben.

Art. 16. Der Präsident leitet den Verein und wacht über die Vollziehung der Statuten. In Rechtssachen ist der Verein in der Person des Präsidenten zu belangen, welcher ihn vor Gericht vertritt. Der Vice-Präsident übernimmt die Obliegenheiten des Präsidenten in dessen Abwesenheit. In Abwesenheit der beiden übernimmt das älteste Vorstandsmitglied deren Funktionen.

Art. 17. Der Schriftführer hat über jede Sitzung und Versammlung genau Protokoll zu nehmen. Präsident und Schriftführer sind für richtige Führung des Protokollbuches verantwortlich.

Art. 18. Die Prüfung des Kassenbestandes findet zweimal im Jahre durch eine aus drei Mitgliedern bestehende Revisions-Kommission, die durch die General-Versammlung ernannt wird, statt.

Art. 19. Der Vorstand hat das Recht, zu jeder Zeit von dem Bestand der Kasse Kenntnis zu nehmen.

V. — *General-Versammlung.*

Art. 20. Eine außergewöhnliche Versammlung kann auf schriftlichen Antrag von zehn Mitgliedern binnen acht Tagen anberaumt werden. Der Präsident muß von der einzuberufenden Versammlung in Kenntnis gesetzt werden.

Art. 21. Der Vorstand kann zu jeder Zeit, falls erforderlich, eine General-Versammlung einberufen, und wird dies vier Tage vorher schriftlich bekannt gemacht; auch setzt er die Tagesordnung fest.

Art. 22. Eine General-Versammlung ist zu jeder Zeit beschlußfähig. Einfache Stimmenmehrheit entscheidet. Bei Stimmengleichheit kommt die Frage auf die nächste Tagesordnung. Bei wiederholter Stimmengleichheit entscheidet der Präsident.

VI. — *Allgemeine Bestimmungen*

Art. 23. Der Vorstand hat sein Amt unentgeltlich zu verwalten.

Art. 24. Der Kassierer besorgt die Einnahmen und Ausgaben des Vereins und trägt sie in ein durch den Präsidenten mit der Seitenzahl und Namenszug versehenes Kassenbuch ein. In jeder General-Versammlung legt er Rechnung über den Kassenbestand ab; er haftet für die Gelder, die sich in der Kasse befinden. Er zieht die monatlichen Beiträge ein und stellt Quittung aus.

Der Schriftführer ist betraut mit der Abfassung der Sitzungsberichte, mit der Korrespondenz, den Einberufungen und der Aufbewahrung der Archiven.

Er führt das Mitglieder-Register.

Die Beisitzenden haben die Kassenoperationen und das Abstimmungsgeschäft zu überwachen. Sie sorgen für die Aufrechterhaltung der Ordnung in den Sitzungen

Art. 25. Dasjenige Vorstandsmitglied, das ohne triftigen Grund viermal nacheinander fehlt, kann aus dem Vorstand ausgestoßen und durch ein anderes Mitglied ersetzt werden. Der Präsident beruft die Vorstandsmitglieder ein und setzt die Tagesordnung fest.

Art. 26. In der Generalversammlung, in der das Jahr abläuft, wofür der Vorstand gewählt ist, legt derselbe Bericht ab über die gesamten Geschäfte des ganzen Jahres und macht dies durch Anschlag bekannt. Nach Gutheißung dieser Rechnungsablage schreitet die Generalversammlung zur gänzlichen Neuwahl des Vorstandes.

Art. 27. Bei Krankheiten sowie bei Unfällen, die länger dauern als drei Tage, erhält das wirkliche Mitglied vom ersten Tage ab eine tägliche Unterstützung von 8 Franken, jedoch höchstens während 3 Monaten.

Bei einer Krankheitsdauer von mehr als 3 Monaten erhält das wirkliche Mitglied außerdem eine einmalige Unterstützung von 500 Franken.

Art. 28. Bei Erkrankung eines Mitgliedes hat dieses sofort dem Schriftführer oder dem Kassierer Meldung davon zu machen, andernfalls wird das Krankengeld ausbezahlt vom Tage der Anmeldung.

Art. 29. Bei Krankheiten, die aus einer Schlägerei herrühren, wo das Mitglied erwiesenermaßen der Angreifer war, erhält es keine Unterstützung. Jeder Kranke, der bei der Arbeit oder im Wirtshaus in betrunkenem Zustand angetroffen wird, erhält ebenfalls keine Unterstützung.

Art. 30. Im Sterbefall wird ein Sterbegeld von 800 Franken an den ausbezahlt, der die Bestattung besorgt hat.

Stirbt ein Mitglied ohne Hinterlassung von Erben, so verwendet der Vorstand das Sterbegeld zur Zahlung der Beerdigungskosten.

Keine Anstalt irgendwelcher Art hat Anrecht auf Kranken- oder Sterbegelder. Dieselben können weder verkauft noch verpfändet noch übertragen oder gepfändet werden.

Art. 31. Um Recht auf die Vorteile des Vereins zu haben, muß das Mitglied seine Beiträge beglichen haben und wenigstens sechs Monate im Verein sein.

Art. 32. Das Vereinsvermögen besteht :

- a) aus den Einzahlungen der wirklichen Mitglieder ;
- b) den Eintrittsgeldern ;
- c) den Beiträgen der Ehrenmitglieder ;
- d) den Staats- und Gemeindegeldern ;
- e) aus den Zinsen der angelegten Gelder ;
- f) aus Geschenken und Legaten.

Art. 33. Die Vereinsgelder sind entsprechend den Bestimmungen des Art. 7 des Gesetzes vom 11. Juli 1891 über die auf Gegenseitigkeit beruhenden Hilfskassen zu verwalten. Von den Mitgliedern darf kein Beitrag erhoben werden und das Vereinsvermögen darf nicht verwendet werden zu Zwecken, die in den Statuten nicht vorgesehen sind.

Art. 34. Streitigkeiten, die im Schosse des Vereins entstehen, werden durch die von den beteiligten Parteien zu ernennenden Schiedsrichtern geschlichtet.

Wenn eine der Parteien diese Ernennung unterläßt, so nimmt der Präsident diese Ernennung vor. Sind die Schiedsrichter geteilter Ansicht, so entscheidet ein dritter Schiedsrichter, welcher durch die beiden ersten und, falls diese es unterlassen, durch den Präsidenten der Gesellschaft ernannt wird. Die Entscheidung dieser Schiedsrichter ist endgültig.

Art. 35. Die Statuten können nur durch eine Generalversammlung abgeändert werden, welche den Vorschriften der Art. 20 und 21 entsprechend einberufen wurde, mit ausdrücklicher Angabe der Tagesordnung.

Zur Gültigkeit der Beschlüsse dieser Versammlung ist erforderlich, daß sie mit drei Vierteln der Stimmen der anwesenden Mitglieder gefaßt und nach Vorschrift des Art. 2 des Großherzoglichen Beschlusses vom 22. Juli 1891 gutgeheißen wurden.

Art. 36. Die freiwillige Auflösung des Vereins kann nur entsprechend den Vorschriften des Art. 7 des Großherzoglichen Beschlusses vom 22. Juli 1891 beschlossen werden. Für die Liquidation sind die Bestimmungen des Art. 9 des erwähnten Großherzoglichen Beschlusses maßgebend.

Art. 37. Gegenwärtige Statuten treten am Tage ihrer Genehmigung durch die Oberbehörde in Kraft.

Avis. — Indigénat. — Par déclaration de recouvrement faite le 9 octobre 1948 devant l'officier de l'état civil de la commune de Grevenmacher, en conformité de l'art. 26,2 de la loi du 9 mars 1940, la dame Greten Marie, épouse Weber Mathias dit Marcel, née le 11 mars 1923 à Grevenmacher et y demeurant, a recouvré la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par déclaration d'option faite le 19 avril 1949 devant l'officier de l'état civil de la commune de Luxembourg, en conformité de l'art. 19,3 de la loi du 9 mars 1940 et par application de l'art. 3 de l'arrêté grand-ducal du 30 mai 1947, la dame Wozniak Clotilde-Marie-Josée, épouse Hansen Roger-Raymond-Charles-Georges, née le 22 mai 1920 à Neufchâteau /Belgique, demeurant à Luxembourg, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par déclaration d'option faite le 20 mai 1949 devant l'officier de l'état civil de la commune de Bascharage, en conformité de l'art. 19,3 de la loi du 9 mars 1940 et par application de l'art. 3 de l'arrêté grand-ducal du 30 mai 1947, la dame Klopocka Stanislaw, épouse Bourggraff Balthasar-Joseph, née le 25 mars 1913 à Gorzno/Pologne, demeurant à Bascharage, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par déclaration d'option faite le 9 novembre 1949 devant l'officier de l'état civil de la commune de Bascharage, en conformité de l'art. 19,3 de la loi du 9 mars 1940, la dame Hames Marie, épouse Muller Jean, née le 11 juillet 1912 à Bascharage, demeurant à Bascharage, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par déclaration de recouvrement faite le 30 septembre 1950 devant l'officier de l'état civil de la commune de Tuntange, en conformité de l'art. 26,2 de la loi du 9 mars 1940, la dame Zimmer Elisabeth, veuve Fischbach Jean-Baptiste, née le 26 avril 1885 à Tuntange et y demeurant, a recouvré la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par déclaration de recouvrement faite le 27 novembre 1950 devant l'officier de l'état civil de la commune de Mondorf-les-Bains, en conformité de l'art. 26,2 de la loi du 9 mars 1940, la dame Lessel Elisabeth, épouse div. Heidland Rodolphe-Alfred-Odilo, née le 7 avril 1887 à Mondorf-les-Bains et y demeurant, a recouvré la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par arrêté grand-ducal du 22 février 1951 le sieur Grommes Jean, né le 23 avril 1904 à Kopscheid/Allemagne, demeurant à Niederwiltz, a été autorisé à opter pour la nationalité luxembourgeoise en vertu de l'art. 10 de la loi du 23 avril 1934 et par application de l'art. 38 de la loi du 9 mars 1940 sur l'indigénat luxembourgeois.

Cette option a été souscrite le 27 mars 1951 devant l'officier de l'état civil de la commune de Wiltz.

Elle sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

**Avis de l'Office des Prix
concernant les prix des charbons de la Sarre et de la Lorraine à partir du 1^{er} avril 1951.**

En vertu de l'arrêté grand-ducal du 8 novembre 1944, portant création de l'Office des Prix ;

1° L'avis de l'Office des Prix du 8 février 1951, concernant les prix des combustibles sarro-lorrains est abrogé.

2° A partir du 1^{er} avril 1951, les prix maxima des combustibles sarro-lorrains à l'usage domestique et à l'usage industriel sont fixés comme suit :

Prix des charbons de la Sarre et de la Lorraine.

Les prix varient selon les provenances désignées ci-dessous par groupes, à savoir :

a) pour les charbons gras : Groupe A : Camphausen, König, Reden, Maybach, Luisenthal, Dechen, Heinitz, Hirschbach, Mellin ;

Groupe B : Jägersfreude, Velsen et Lorraine ;

b) pour les charbons flambants : Groupe A : Griesborn Duhamel ;

Groupe B : Göttelborn, La Houve, Faulquemont ;

Groupe C : Kohlwald, Viktoria, Püttlingen, Frankenbolz et Lorraine.

	Prix au gross.	Marge du gros.	Prix au détaill.	Taxe d'impor- tation	Marge du détaill.	Total	Trans- port *)	Prix au consom- mateur *)	
<i>Charbons gras</i>									
Criblés-groupe A	754,50	14,30	768,80	15,04	130,—	913,84			
Criblés-groupe B	732,50	14,30	746,80	14,60	130,—	891,40			
Noix 50/80, 30/50 groupe A	814,50	14,30	828,80	16,24	140,—	985,04			
Noix 50/80, 30/50 groupe B	785,50	14,30	799,80	15,66	140,—	955,46			
Noix 20/30 groupe A	785,50	14,30	799,80	15,66	140,—	955,46			
Noix 20/30 » B	749,50	14,30	763,80	14,94	140,—	918,74			
Noix 10/20 » A	743,50	14,30	757,80	14,82	140,—	912,62			
Noix 10/20 » B	728,50	14,30	742,80	14,52	140,—	897,32	*) voir disposi- tion N° 3 ci- dessous		
Noix 5/10 » A	707,50	13,20	720,70	14,10	130,—	864,80			
Noix 5/10 » B	692,50	13,20	705,70	13,80	130,—	849,50			
Fines lavées » A	681,50	12,90	694,40	13,58	130,—	837,98			
Fines lavées » B	657,50	12,90	670,40	13,10	130,—	813,50			
<i>Charbons flambants</i>									
Criblés groupe A	749,50	14,30	763,80	14,94	130,—	908,74			
Criblés groupe B	743,50	14,30	757,80	14,82	130,—	902,62			
Criblés, groupe C	714,50	14,30	728,80	14,24	130,—	873,04			
Noix 50/80 groupe A	828,50	14,30	842,80	16,52	140,—	999,32			
Noix 50/80 » B	814,50	14,30	828,80	16,24	140,—	985,04			
Noix 50/80 » C	778,50	14,30	792,80	15,52	140,—	948,32			
Noix 30/50 » A	835,50	14,30	849,80	16,66	140,—	1006,46			
Noix 30/50 » B	828,50	14,30	842,80	16,52	140,—	999,32			
Noix 30/50 » C	778,50	14,30	792,80	15,52	140,—	948,32			
Noix 20/30 » A	778,50	14,30	792,80	15,52	140,—	948,32			
Noix 20/30 » B	771,50	14,30	785,80	15,38	140,—	941,18			
Noix 20/30 » C	743,50	14,30	757,80	14,82	140,—	912,62			
Noix 10/20 groupe A B C	721,50	14,30	735,80	14,38	140,—	890,18	*) voir disposi- tion N° 3 ci- dessous		
Noix 5/10 groupe A B C	685,50	13,20	698,70	13,66	130,—	842,36			
Fines lavées » C	636,50	12,90	649,40	12,68	130,—	792,08			
Fines brutes » A	516,50	12,90	529,40	10,28	130,—	669,68			
Fines brutes » C	506,50	12,90	519,40	10,08	130,—	659,48			

3° Pour déterminer le prix au consommateur des combustibles à l'usage domestique dans les différentes localités, il y a lieu d'ajouter à la colonne du Total les frais effectifs renseignés sur les lettres de voiture, relatives au transport par chemins de fer de la frontière au lieu de destination du détaillant.

4° Pour les combustibles à l'usage industriel, les prix au grossiste s'entendent franco frontière, taxé d'importation à charge du consommateur.

5° Toute infraction aux présentes dispositions sera recherchée, poursuivie et punie conformément à l'arrêté grand-ducal du 8 novembre 1944 précité.

6° Le présent avis sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 6 avril 1951.

Le Ministre des Affaires Economiques,
François Simon.

Circulaire du 13 avril 1951 portant nouvelle fixation des indemnités de suppléance dans l'enseignement primaire.

Par dérogation à la circulaire du 29 septembre 1948, les indemnités de suppléance du personnel enseignant des écoles primaires et primaires supérieures sont fixées comme suit, à partir du 1^{er} avril 1951 :

Instituteurs suppléants mariés : 245 fr. par jour, plus un supplément pour charge de famille à raison de 15 fr. par jour et par enfant :

Instituteurs suppléants non mariés : 220 fr. par jour ;

Institutrices suppléantes : 195 fr. par jour ;

Institutrices religieuses logées dans une communauté : 150 fr. par jour.

Si la durée de la suppléance n'excède pas une semaine, les frais de voyage que le personnel aura avancés pour rejoindre son poste et pour rentrer chez lui, à l'expiration de la période de remplacement, lui seront remboursés.

Luxembourg, le 13 avril 1951.

Le Ministre de l'Education Nationale,
Pierre Frieden.

Avis. — Association syndicale libre. — En conformité de l'art. 6 de la loi du 28 décembre 1883, l'association syndicale libre pour l'installation d'une conduite d'eau dans les parcs à bétail aux lieux dits « *auf dem Rohlemergrosser Steinrausch* », à Dippach a déposé un double de l'acte d'association au Gouvernement et au secrétariat communal de Dippach. — 12 avril 1951.

Avis. — Associations agricoles. — Conformément à l'art. 3 de l'arrêté grand-ducal du 17 septembre 1945, les associations agricoles dites :

« *Coin de Terre et du Foyer* » de Kehlen,

« *Saatreinigungsgenossenschaft* » de Holler-Breidfeld,

« *Saatreinigungsgenossenschaft* » de Niederfeulen,

ont déposé au secrétariat communal de Kehlen resp. de Weiswampach resp. de Feulen, l'un des doubles de l'acte de constitution sous seing privé, dûment enregistré, ainsi qu'une liste indiquant les noms, professions et domiciles des administrateurs et des personnes nanties de la signature sociale. — 12 avril 1951.

Avis. — Associations agricoles. — *Clôture de la liquidation* — Conformément à l'art. 17 de l'arrêté grand-ducal du 17 septembre 1945, les associations agricoles dites :

« *Laiterie de Manternach* » commune de Manternach,

« *Laiterie de Steinsel-Mullendorf-Heisdorf* » commune de Steinsel,

ont déposé aux secrétariats communaux resp. une déclaration concernant la clôture de leur liquidation.

— 12 avril 1951.

Avis. — Le nombre-indice du coût de la vie établi conformément à l'arrêté grand-ducal du 30 octobre 1948 est de 121,56 au 1^{er} avril 1951 par rapport à la base 100 au 1^{er} janvier 1948.

Les indices des 6 derniers mois sont les suivants :

	Indice du mois	Moyenne des 6 derniers mois	
Novembre 1950	114,76	111,79	
Décembre 1950.....	114,88	112,66	
Janvier 1951.....	114,62	113,52	
Février 1951	116,57	114,45	
Mars 1951	118,19	115,51	
Avril 1951	121,56	116,76	12 avril 1951.

Avis. — Titres au porteur. — Mainlevée d'opposition. — Suivant notification de l'intéressé en date du 23 mars 1951, mainlevée pure et simple a été donnée de l'opposition formulée par exploit de l'huissier P. *Konz* d'Echternach, les 19, 22 et 23 novembre 1945 en tant que cette opposition porte sur :

1° quatorze obligations de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, Service des Logements Populaires, section des Prêts d'Assainissement, émission 3,75% de 1937, savoir:

a) Litt. B. Nos 249, 344 à 347, 350, 352 et 353 d'une valeur nominale de cinq mille francs chacune ;

b) Litt. C. Nos 1235 à 1240 d'une valeur nominale de dix mille francs chacune ;

2° sept obligations de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, émission 5% de 1930 (Florins P.B.), savoir : Nos 3923, 4180, 4262, 4743, 4806, 5464 et 5465 d'une valeur nominale de mille florins P. B. chacune.

Le présent avis est inséré au *Mémorial* en exécution de l'article 22 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur. — 27 mars 1951.

Avis. — Titres au porteur. — Mainlevée d'opposition. — Suivant notification de l'intéressé en date du 28 mars 1951, mainlevée pure et simple a été donnée de l'opposition formulée par exploit de l'huissier N. *Wenmacher* à Luxembourg, le 21 novembre 1945 en tant que cette opposition porte sur quatre obligations du Service des Logements Populaires, section des Prêts d'Assainissement, émission 3,75% de 1937, savoir :

1° Litt. A. Nos 2578 et 2579 d'une valeur nominale de mille francs chacune ;

2° Litt. B. Nos 415 et 431 d'une valeur nominale de cinq mille francs chacune.

Le présent avis est inséré au *Mémorial* en exécution de l'article 22 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur. — 28 mars 1951.

Avis. — Titres au porteur. — Mainlevée d'opposition. — Il résulte d'un exploit de l'huissier Fél. *Jansen* à Luxembourg, en date du 28 mars 1951, que mainlevée pure et simple a été donnée de l'opposition formulée par exploit du même huissier, le 16 septembre 1946 en tant que cette opposition porte sur deux obligations de la Ville de Luxembourg, émission 3,50% de 1892, savoir: Litt. A. Nos 529 et 531 d'une valeur nominale de mille francs chacune.

Le présent avis est inséré au *Mémorial* en exécution de l'article 22 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur. — 29 mars 1951.

Avis. — Titres au porteur. — Mainlevée d'opposition. — Suivant notification de l'intéressé en date du 2 avril 1951, mainlevée pure et simple a été donnée de l'opposition formulée par exploit de l'huissier P. *Konz* d'Echternach, le 29 mars 1946, en tant que cette opposition porte sur une action de la société anonyme des Hauts-Fourneaux et Aciéries de Differdange, St. Ingbert, Rumelange, savoir : N° 13658 sans désignation de valeur.

Le présent avis est inséré au *Mémorial* en exécution de l'article 22 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur. — 4 avril 1951.

Avis. — Titres au porteur. — Suivant notification de l'intéressée en date du 6 avril 1951 mainlevée pure et simple a été donnée de l'opposition formulée par exploit de l'huissier Pierre *Uhres* à Luxembourg, le 23 mai 1950, en tant que cette opposition porte sur les obligations suivantes : Emprunt grand-ducal 4%, 1936, II^e tranche, 5 obligations Litt. A, d'une valeur nominale de fr. 1.000,— chacune, N°s 3142 à 3146 incl.

Le présent avis est inséré au *Mémorial* en exécution de l'article 22 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte des titres au porteur. — 6 avril 1951.

Avis. — Titres au porteur. — Mainlevée d'opposition. — Il résulte d'un exploit de l'huissier N. *Wennmacher* à Luxembourg, en date du 9 avril 1951, que mainlevée pure et simple a été donnée de l'opposition formulée par exploit du même huissier le 9 octobre 1950, en tant que cette opposition porte sur neuf actions de la société anonyme des Hauts-Fourneaux et Aciéries de Differdange, St. Ingbert, Rumelange, savoir : N°s 23645, 1231, 38208, 17811, 16908, 42404, 38902, 14502 et 13603 sans désignation de valeur.

Le présent avis est inséré au *Mémorial* en exécution de l'article 22 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur. — 9 avril 1951.
